

L'Occident et l'Afrique du Sud :

CARTE BLANCHE POUR BOTHA

La nuit recouvre l'Afrique du Sud. Une censure implacable dissimule les crimes de Pretoria. Etat de siège, couvre-feu : on tire à vue dans les townships. Rapportant à un père le corps de son fils abattu, un officier marche son silence contre le prix du cercueil. "On s'est trompés. On l'a pris pour un chien..."

Où sont les personnes arrêtées ? Combien sont-elles ? Secrets d'Etat. 3000 à 4500 arrestations sont les chiffres le plus souvent cités. Leur identité aussi est secret d'Etat. Clandestinement, au prix de patients recouvrements, un millier de noms ont pu être établis. Comme au Guatemala, comme à San Salvador, des commandos masqués kidnappent des personnes qui disparaissent. Des instructeurs sud-africains, faut-il le rappeler, ont encadré les polices de ces dictatures.

"L'ANC (Congrès national africain) et le Parti communiste d'Afrique du Sud allaient déclencher une révolution", explique Louis Nel, ministre de l'information d'Afrique du Sud. Des mots semblables à ceux de Jaruzelski justifiant son putsch contre Solidarność jaillissent ainsi de la bouche du gouvernement Botha. En 1981 des sanctions immédiates pleuvaient sur les bureaucrates de Varsovie. Les chefs d'Etat, les mêmes, à l'exception de Schmidt que remplace Kohl, ont décidé hier de ne rien faire contre le régime de l'apartheid.

Botha renforce pièce à pièce son château qui pourrait bien n'être qu'un château de cartes. Il applique son programme de désinformation de l'opinion intérieure comme de l'opinion internationale. La censure aide sa propagande concernant la prétendue réforme de l'apartheid. L'état d'urgence facilite sa tentative d'accroître le crédit de Gatscha Buthelezi (politicien zoulou conservateur) afin d'opposer une force noire à l'ANC. Botha tente de déplacer le centre de gravité des affrontements en cours. L'enjeu ne serait plus la conquête de l'égalité politique et sociale des peuples noirs spoliés. L'enjeu serait la résistance à un complot soviétique. Les libertés démocratiques sont suspendues puisque l'Afrique du Sud serait sur la ligne des fronts ouverts par l'URSS dans son combat pour la domination du monde.

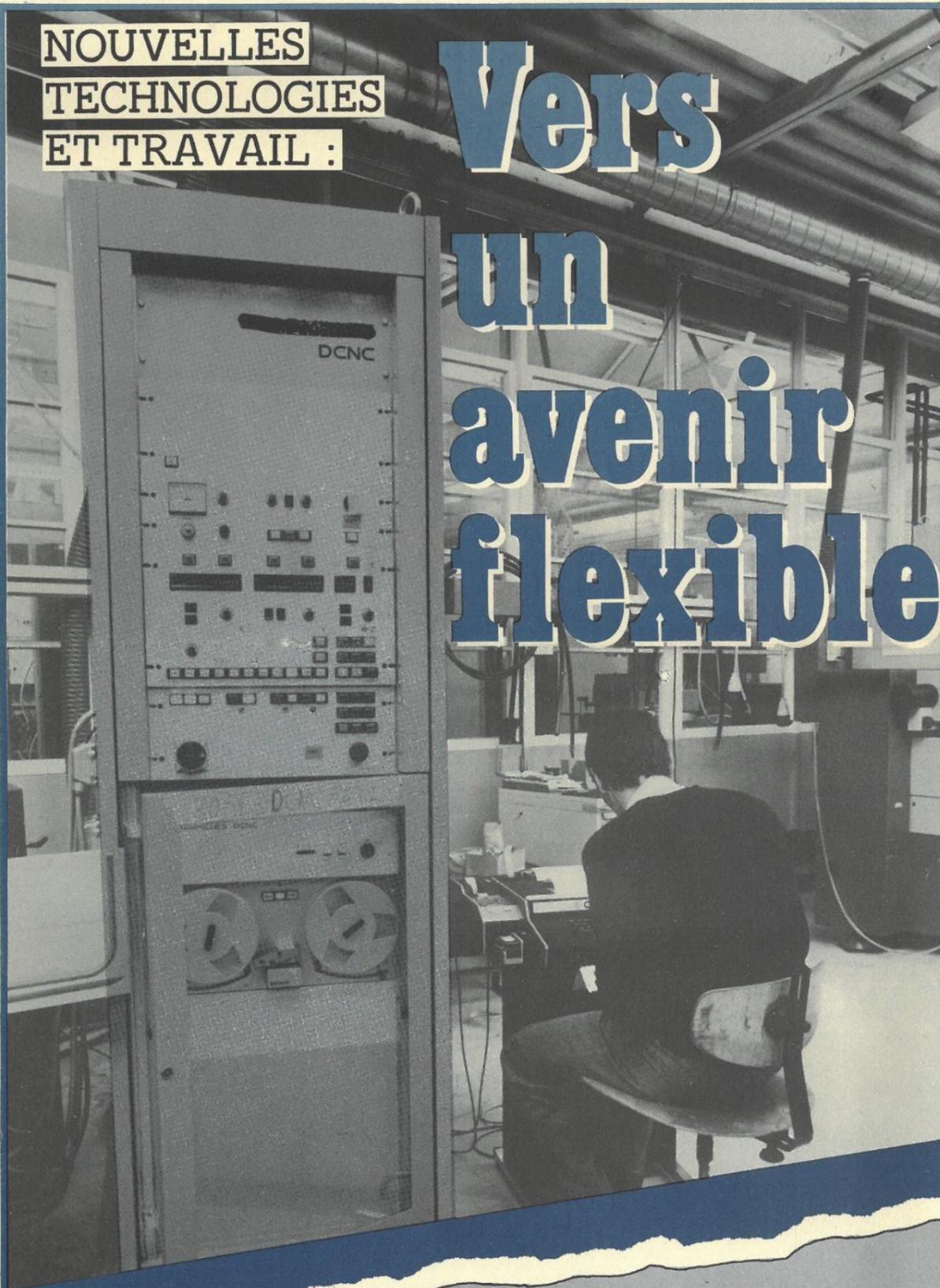
Botha veut faire oublier que ces libertés ont de tout temps été refusées aux peuples noirs, qu'elles leur sont toujours déniées par une constitution, des lois, une administration racistes. Il veut cacher que depuis bientôt 40 ans ces institutions sont les armes de la guerre que mène le régime d'apartheid contre les peuples noirs, pour conserver les privilèges de la minorité afrikaner, pilier de l'ordre impérialiste dans cette région du monde.

Sous la ferme houlette des gouvernements allemand et anglais et avec la complicité du gouvernement français, le récent sommet européen a décidé de ne prendre aucune sanction contre le régime de Pretoria. La boucle est bouclée. Ces gouvernements, qui se gargarisent de grands principes démocratiques, soutiennent aujourd'hui à bout de bras un régime raciste, autoritaire, assassin. Idem concernant la Suisse alors que plusieurs de ses ressortissants sont dans les geôles de l'apartheid !

La Brèche

NOUVELLES
TECHNOLOGIES
ET TRAVAIL :

Vers
un
avenir
flexible



LE NUCLÉAIRE
AVANT TCHERNOBYL :

DÉJÀ DES
CATASTROPHES!

En mouvement

LES JEUNES ROULENT CONTRE LE RACISME 22-27 septembre 1986



Les jeunes antiracistes formeront des colonnes cyclistes partant de nombreuses villes de Suisse, traversant villes et villages, du 22 au 27 septembre et convergeant vers Berne le samedi 27 septembre à la grande manifestation antiraciste organisée par le MODS (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire, cf. *La Brèche*, No 366, du 21 juin 1986). Ce rassemblement contre le racisme sera suivi d'une fête avec *Miriam Makeba*.

Dans chaque ville touchée par ce tour de Suisse antiraciste des manifestations auront lieu (information, discussions, concerts, fêtes, etc.).

Pour manifester votre antiracisme et votre désir d'une société multiculturelle et solidaire, roulez contre le racisme. Prenez contact avec :

- GENÈVE. Groupe Les jeunes roulent contre le racisme, CCSI, 9, rue Simon Durand, 1227 Acacias.
- VAUD. SOS Racisme Vaud, case postale 299, 1000 Lausanne 12 Chailly.
- BIENNE. Groupe Jeunes contre le racisme, case postale 13, 2500 Biemme 4.
- FRIBOURG. SOS Racisme Fribourg, case postale 779, 1701 Fribourg.
- NEUCHÂTEL. SOS Racisme, 4, Vieux-Châtel, 2000 Neuchâtel et SOS Racisme, case postale 2015, 2300 La Chaux-de-Fonds.

Des adresses de contact existent aussi dans les principales villes de Suisse alémanique et du Tessin.

LA CONTRA DÉTRUIT, NOUS RECONSTRUISONS !

A plusieurs reprises les mercenaires de la contra s'en sont pris en ce début d'année aux réalisations des mouvements de solidarité avec le Nicaragua. Ainsi, après l'assassinat de Maurice Demierre, deux coopératives agricoles, dont la réalisation avait été financée par des organisations suisses d'entraide et de solidarité, ont été complètement détruites par leurs attaques. Il s'agit d'une coopérative soutenue par l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), et de la coopérative de Yale,

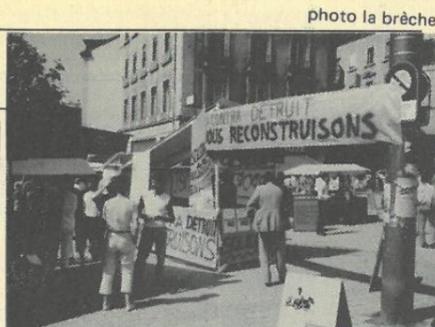


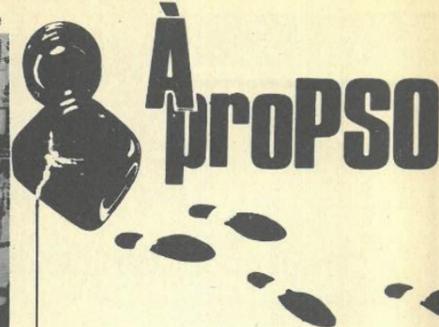
Photo la brèche

qui avait été construite par une brigade ouvrière.

Pas de doute que ces attaques visent à décourager la solidarité avec le Nicaragua, et à donner des arguments à ceux qui en Suisse (comme Jacques-Simon Eggly et consorts) cherchent à justifier l'interruption de toute aide officielle au Nicaragua.

Les Comités de solidarité Amérique centrale ne vont pas céder à cette campagne d'intimidation. Avec les autres organisations qui avaient participé au financement des deux coopératives détruites, une campagne a été lancée pour financer leur reconstruction.

Dans ce cadre, le Comité Amérique centrale de Lausanne a organisé une action le samedi 21 juin. En édifiant en plein milieu du marché une maison, il a ainsi manifesté la volonté de reconstruire ce que les contras détruisent. Cette action a également été une occasion de récolter du matériel pour la campagne "Le Nicaragua doit survivre".



À PROPSO

Communiqué de presse du PSO/Neuchâtel concernant les journées militaires des 18 et 19 juin 1986

Le Parti socialiste ouvrier proteste contre la grande démonstration de l'armée mise en scène à Neuchâtel (voir *La Brèche*, No 365, 7 juin 1986). Cette vaste mascarade entre dans le cadre d'une politique bien précise : celle du développement sans précédent des dépenses d'armement. 1986 va devenir la première année depuis des décennies où le budget militaire dépassera celui de la prévoyance sociale. Le programme d'armement de 1983-1987 atteindra plus de 8,7 milliards de francs. Or l'état-major et les magnats de l'industrie d'armement en redemandent pour l'achat d'un nouvel avion, d'un nouvel hélicoptère, etc...

Le défilé militaire procède d'une tentative de légitimer ces dépenses phénoménales en invitant la population à s'extasier devant ces engins de morts. Tout cela n'a rien à voir avec de l'information puisque l'armée et l'Etat feront tout pour éviter que l'utilité de leur politique militariste ne soit mise en discussion.

D'ailleurs la hiérarchie militaire et les partis de droite qui sont avec elle s'opposent à l'initiative "demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires".

Les "citoyens-soldats" continuent d'être privés des droits démocratiques élémentaires. Aucun soldat ne pourra dire ce qu'il pense à l'occasion de ces journées. Les hauts gradés monopoliseront la parole.

Pire, l'état-major prépare de plus en plus systématiquement la troupe, non pas à défendre la "patrie", mais à intervenir contre ce qu'ils nomment "l'ennemi intérieur", à savoir tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Plusieurs bataillons du rég. inf. 8 viennent d'effectuer l'exercice "Pron-to" au cours duquel il était question d'envoyer l'armée rétablir l'ordre à Berne suite à une manifestation pacifiste et antinucléaire qui aurait "dégénéré"...

Cette armée constitue une menace permanente pour les droits démocratiques. A l'occasion du défilé du 19 juin, des détachements de grenadiers ont été spécialement entraînés à attaquer d'éventuels manifestants pacifistes.

Le PSO appelle tous ceux qui sont attachés au respect des droits démocratiques et s'opposent à l'extension du militarisme à exprimer ensemble leur refus de marcher au pas derrière le DMF et les partisans du plus d'Etat militaire.

PSO - Neuchâtel

INITIATIVE POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET UN RECYCLAGE GARANTIS (votation des 27/28 septembre 1986)

Nous avons notre mot à dire sur notre formation et en voilà l'occasion !

La Commission jeunesse de l'Union syndicale suisse, sa Commission féminine aussi, ainsi que le Syndicat suisse des services publics, la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment se sont déjà tous prononcés en congrès pour le soutien de notre initiative.

TOI AUSSI, tu as ton mot à dire sur ta formation et TOI AUSSI tu peux nous aider : ensemble, nous avons beaucoup à dire !

- 0 Je finance affiche(s) et paie le montant correspondant sur le compte ci-contre.
- 0 Je signe une annonce publicitaire et je participe aux frais (montant minimum Fr. 20.-). Envoyez-moi SVP vos formulaires d'annonce.
- 0 J'aimerais participer à la campagne de votation. Prenez SVP contact avec moi.

Nom Prénom
Rue Numéro
No postal Ville

A envoyer à : PSO, case postale 299, 8031 Zurich.

La pose d'affiches pour la votation nous coûte au moins

Fr. 40 000.-

Avec Fr. 20.-, tu finances une affiche !
Avec Fr. 40.-, tu en finances deux !

Aide-nous à payer ces affiches pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.

CCP 80-31 368 Zurich, Comité d'action

SOMMAIRE

EDITORIAL

L'Occident et l'Afrique du Sud : carte blanche pour Botha 1

POLITIQUE

Congrès du PSS : vers où se tourner ? 3
Initiative formation professionnelle : préparer l'avenir 3
Livre de R. Strahm : une social-démocratie moderne ? 8

NUCLÉAIRE

Avant Tchernobyl : la catastrophe nucléaire de l'Oural 4-5
Débat atomique aux Chambres : 14 heures pour 12 mesures 5
Trente mille antinucléaires 5

DOSSIER

Nouvelles technologies et travail : le "nouveau monde courageux" de la GM 6-7
L'empire se réorganise 6-7
Le contrôle électronique des travailleurs 7

ARMÉE

Femmes et Défense générale : l'uniforme au service de l'émancipation ? 9

INTERNATIONAL

ESPAGNE : après les élections, la flexibilité 10
RFA, Angleterre, USA : les nouveaux sant-toit 10

A LIRE

Un livre de Claude Cantini : fascisme et Eglise 11

L'ÉVÈNEMENT

CHILI : dernières politesses à Pinochet ! 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

- une année, enveloppe ouverte 55.-
- une année, enveloppe fermée 65.-
- une année, étranger (Europe) 80.-
- abonnement de soutien 100.-
- abonnement d'essai (7 num.) 13.- (au lieu de 17 fr. 50)

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

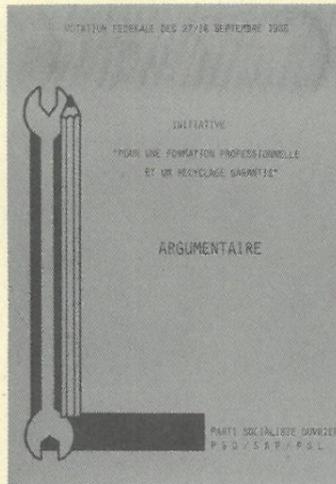
Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucau
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49
Éditeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche
case postale 13, 2500 Biemme 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon



Matériel disponible pour la campagne

- Un argumentaire qui vient de sortir de presse;
 - une brochure sur la formation professionnelle en Suisse éditée à l'occasion du lancement de l'initiative;
 - des journaux de votation;
 - une affiche format mondial.
- Pour soutenir la campagne de votation, n'hésitez pas à commander notre matériel, à le diffuser, à convaincre votre parti, syndicat, organisation de l'importance de l'initiative (voir notre article en p. 3).
Ce matériel est disponible à l'adresse de nos sections ou au Comité formation professionnelle, c/o case postale 299, 8031 Zurich, tél. 01/ 42 00 55, CCP 80-31368.

Parution de "La Brèche"

Ce numéro 367 est celui que vous allez emporter pour vos vacances qu'on vous souhaite belles et bonnes. Nous retrouverons nos lecteurs, nos lectrices et nos abonné(e)s le samedi 23 août 1986.

La Brèche

NOUVEAU !

Vient de paraître le No 1 des *Cahiers d'étude et de recherche (CER)*. Avec comme thème : "La place du marxisme dans l'histoire". Un article d'Ernest Mandel (40 pages).

A commander à l'adresse de la rédaction (3, rue Chaucau, 1003 Lausanne). Fr. 8.-.

Congrès du PSS :

Le Parti socialiste suisse (PSS), qui tenait les 21 et 22 juin dernier à Lausanne son congrès ordinaire, se cherche. Mise spectaculairement sur le devant de la scène lors du célèbre congrès de février 1984 consacré à la participation socialiste au Conseil fédéral, la crise des "valeurs" sûres et traditionnelles du PS ne finit pas... de durer. Alimentée du reste, et régulièrement, par ses revers électoraux. Stimulée aussi par les constantes baffes que lui inflige la droite à tour de bras. Contrairement aux décennies des années cinquante et soixante — la période faste, celle du programme de Winterthour qui voit poindre un "capitalisme de l'abondance" —, de quels succès notables, concrets, le PS peut-il maintenant se prévaloir ? Cette remise en cause de fait de l'orientation routinière du parti (participation, collaboration, paix du travail) secoue le PSS de haut en bas. D'où, entre autres, les polémiques quelquefois publiques à l'encontre de la direction Hubacher (voir notre article en p. 8 sur le bouquin de Strahm). Ou encore certains conflits avec l'aile syndicale. Cependant Hubacher, et c'est là sa force, reste celui qui est capable de gérer toutes ces tensions. Mais les problèmes demeurent et le PSS est toujours à la recherche d'une espèce de "juste milieu" : ni trop oublier sa base et sa politique historique (celle qui a fait ses "preuves"), ni être trop absent des "nouveaux" terrains, l'écologie en premier lieu. Dans cet

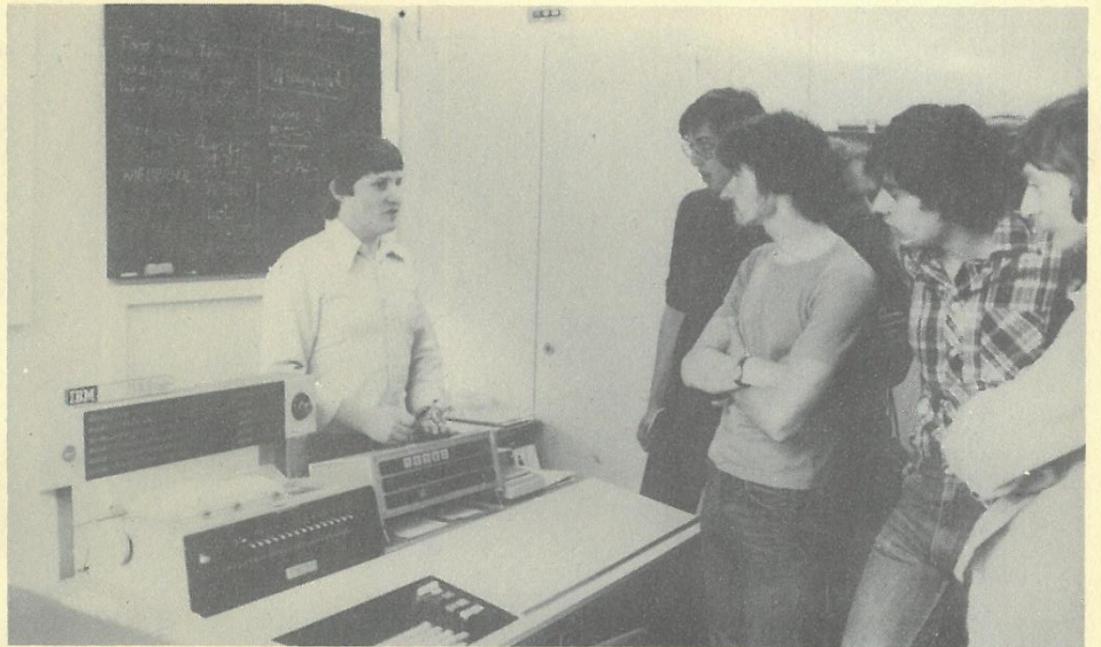
Vers où se tourner ?

exercice de modernisation, le PS vise un profil : un parti gagnant, attractif, à l'écoute des nouvelles sensibilités... mais pas trop différent quand même.

Ainsi sa tentative de se déplacer sur un terrain comme "travail et environnement", débat principal à l'ordre du jour du congrès de Lausanne. Une façon de souligner sa présence sur les "nouveaux" thèmes. Le programme électoral, que le congrès de septembre 1987 arrêtera, en sera sans doute imprégné. Dans l'espoir de freiner la lente érosion — au profit des verts notamment — de l'électorat socialiste. C'est dans ce domaine que se situe d'ailleurs la décision la plus importante du congrès : le lancement d'une initiative antinucléaire. Celle-ci postulerait : plus de construction de centrale atomique ; les réacteurs en activité seront "mis hors service aussi rapidement que possible" ; les pouvoirs publics mettront tout en oeuvre pour trouver des énergies de remplacement ainsi que des mesures d'économie. Fort bien ! Mais pourquoi le PSS fait-il cavalier seul alors que justement une trentaine d'associations sont en train de lancer une initiative pour un moratoire de dix ans ? "Nous sommes d'avis qu'un moratoire seul ne suffit pas", répond Hubacher dans son discours aux délégué(e)s. Certes. Mais sa propre initiative est tout sauf précise, en particulier sur le rythme de l'arrêt des centrales en fonction. Et le congrès a massivement rejeté une proposition des Jeunesses socialistes exigeant un arrêt immédiat du nucléaire ! Il n'existait donc guère de raisons de fond justifiant le risque ainsi pris de voir cet automne deux initiatives antiatomiques en compétition. En réalité, les préoccupations électorales ont à nouveau dominé. Hubacher s'en est fait l'écho à demi-mot lorsqu'il déclara devant les délégué(e)s : "Nous ne voulons pas être à la traîne par rapport à d'autres groupes" (Gazette de Lausanne, 23 juin 1986).

Signalons enfin le débat le plus animé du congrès, celui concernant le soutien au référendum contre la révision de la loi sur l'asile. Un délégué fribourgeois, s'exprimant contre le référendum, aura ce cri du coeur : "Avons-nous vraiment besoin de donner perpétuellement l'image d'un perdant" (La Suisse, 23 juin 1986). Mais l'appui au référendum fut décidé (417 voix contre 63), ce qui est très positif. D'autant plus que le PSS s'est engagé à participer activement à la récolte de signatures, malgré le peu d'enthousiasme de la direction et l'opposition du groupe parlementaire. Ceux qui voudraient bien s'affranchir de "l'image du perdant perpétuel".

P. Girardet



Initiative du PSO sur la formation professionnelle :

PRÉPARER L'AVENIR

Notre initiative Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis passera devant les urnes les 27 et 28 septembre prochains. Enjeu sans doute important pour la rentrée comme en témoignent notamment les attaques agressives dont elle est l'objet de la part des associations patronales. A l'heure actuelle, plusieurs groupements se sont prononcés en faveur de l'initiative. Citons le SSP/VPOD (Syndicat des services publics), le congrès des jeunes de l'Union syndicale suisse (USS) et celui des femmes de l'USS. D'autres prendront encore position.

Pour animer la campagne — voir aussi notre appel financier en page 2 car la démocratie coûte fort cher — tout un matériel est disponible à l'adresse de nos sections. Dont un argumentaire d'où nous extrayons quelques passages ci-dessous. Conçu sous la forme de questions — réponses, il répond à une série d'arguments souvent opposés à l'initiative.

* Le système actuel a fait ses preuves. Il n'y a rien à changer. Ce qui ne va pas encore bien aujourd'hui sera harmonisé automatiquement grâce au recul des naissances.

— Le nombre croissant de contrats d'apprentissage et l'absence de chômage des jeunes n'apportent pas la preuve que ce qui existe est bon et sans faiblesses. Bien entendu, il vaut mieux faire n'importe quel apprentissage que pas d'apprentissage du tout. Mais beaucoup de jeunes font aujourd'hui une formation qui ne les prépare ni à leur avenir professionnel, ni aux perspectives du marché du travail. Ainsi, juste après l'apprentissage, ils sont souvent amenés à changer de métier. Leur apprentissage ne leur offre pas d'avenir.

Même les employeurs le disent. Un tiers de toutes les entreprises se plaignent d'un manque de travailleurs bien formés, un cinquième annonce un surplus de personnel trop peu qualifié. Si l'on pense à ce que l'introduction des nouvelles technologies nous prépare comme bouleversements, nous serions aveugles de ne voir que ce qui a fait ses preuves dans le système. Selon une étude de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, la Suisse aura besoin dans les dix ans qui viennent de 600 000 utilisateurs d'ordinateurs et de 90 000 spécialistes sur ordinateur. Qui va les former ? Où ? Comment ? Le système actuel ne donne pas de réponse à ces questions. Les entreprises ne peuvent en grande partie pas offrir la formation nécessaire à un aussi grand nombre,

car pour elles ce n'est pas directement rentable ou parce qu'elles ne sont pas encore équipées. Mais si on ne commence pas dès aujourd'hui, nous serons dans l'impasse dans dix ans. Les ateliers de formation existants ont montré à quel point ils peuvent s'adapter aux nouvelles situations. Par exemple, les ateliers publics de Fribourg et Winterthour ont créé tout de suite une classe supplémentaire pour l'électronique.

Ces changements rendent indispensable une formation de base étendue. Celui ou celle qui ne la reçoit pas se trouve en mauvaise posture lors de la recherche d'un emploi. Les femmes risquent d'en être les premières victimes. Déjà aujourd'hui 70 o/o des jeunes apprenties sont concentrées dans cinq professions (vingt chez les hommes, voir *La Brèche*, No 365, 7 juin 1986).

* Vu les années de faible natalité qui s'annoncent dans la formation professionnelle, il y aura une demande plus grande d'apprentis, et cela entraînera un mouvement vers une meilleure formation.

— Ni le marché du travail ni celui de la formation ne dépendent de l'évolution démographique. C'est le développement conjoncturel de l'économie qui est déterminant. Quand se fait jour la nécessité de faire face à la concurrence, on économise automatiquement dans les secteurs non immédiatement rentables tels que celui de la formation. Les 21 plus grandes entreprises ont enregistré, durant la

récession (1978-1983) une diminution de 18 o/o de leur personnel et de 52 o/o de leur personnel chargé de la formation. Durant ce même intervalle, les dépenses pour la formation ont passé de l'indice 100 à l'indice 32. Seul 1 o/o de tous les salariés jouit d'une formation continue ou d'un recyclage. (Toutes ces données proviennent du responsable de la formation chez Georg Fischer.)

* Les entreprises font déjà tout ce qu'elles peuvent pour la formation continue.

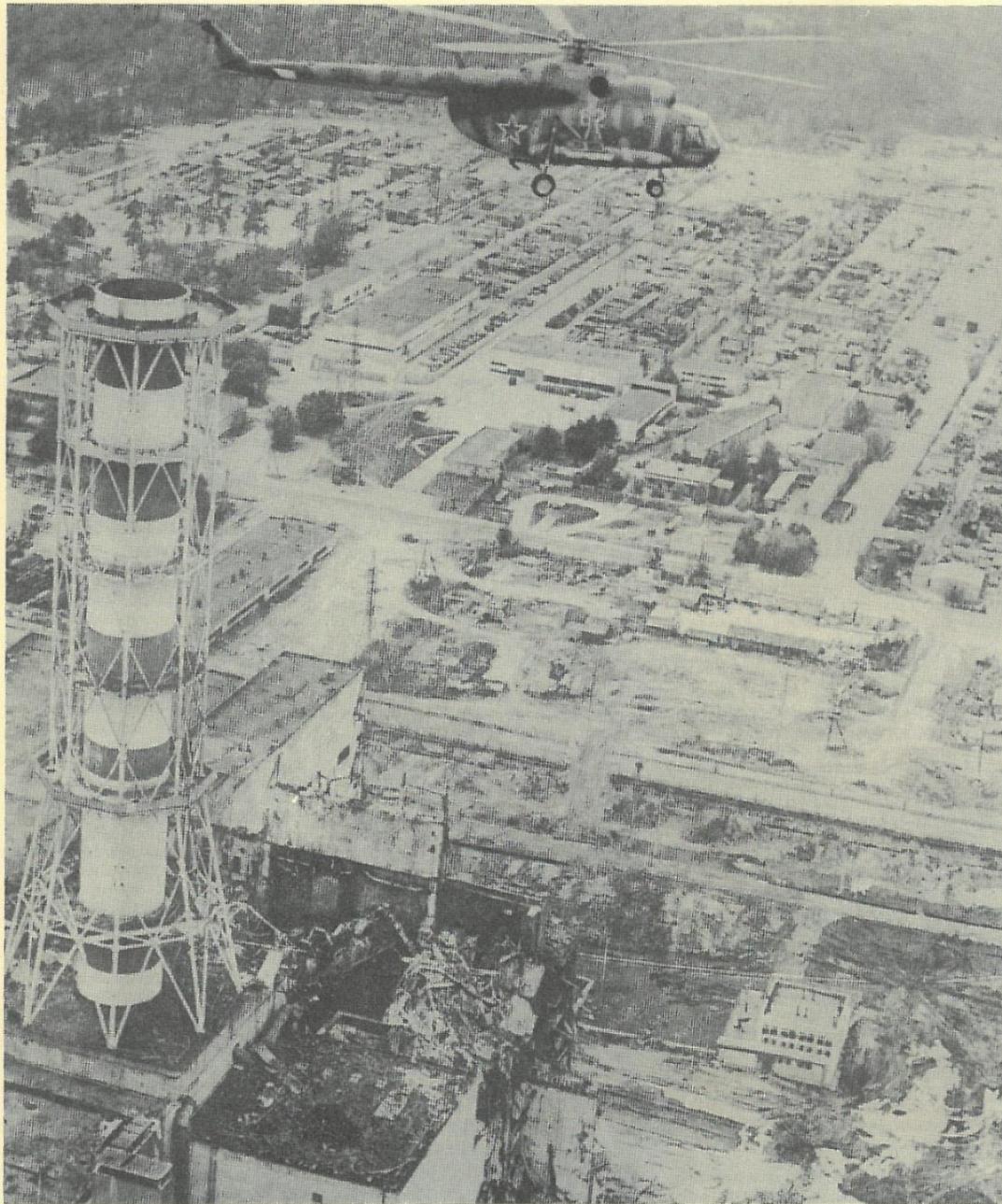
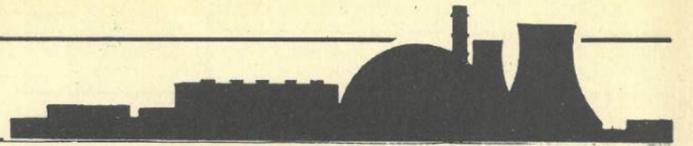
— Même les patrons n'en disent pas tant. D'après une enquête réalisée auprès des grandes entreprises, seuls 0,3 o/o à 2 o/o de tous les salariés ont accès à des mesures de formation continue et de recyclage. Les moyens financiers dégagés par les entreprises pour la formation continue et le recyclage s'élèvent à Fr. 13,37 par salarié et par année.

A quoi s'ajoute que la formation continue dispensée par les boîtes est très spécifique à l'entreprise et qu'elle ne dispense que très peu de connaissances utilisables dans un autre contexte professionnel.

* La loi sur l'assurance-chômage prévoit déjà l'encouragement, par les fonds publics, de cours de recyclage.

— Pour le recyclage de chômeurs et pour prévenir le chômage, cette loi prévoit en effet que les institutions qui organisent des cours de recyclage et de formation continue pour les chômeurs, touchent des prestations financières pour couvrir jusqu'à 50 o/o des frais encourus. Les personnes suivant ces cours touchent une indemnité journalière de l'assurance-chômage. C'est déjà quelque chose. Mais l'expérience démontre que ces mesures n'ont que peu d'utilité. Comme l'autorisation de participer à ces cours doit être délivrée par les offices cantonaux du travail, le chômeur doit se plier à une procédure supplémentaire. En 1984, on a délivré 4000 autorisations ; en 1985, 5000.

Ce qui rend la chose difficile, c'est l'absence d'un système de formation planifié dans lequel la personne concernée pourrait s'intégrer en cas de besoin, en sachant vers quoi elle se dirige.



Le site de Tchernobyl après l'accident.

Avant Tchernobyl :

La catastrophe nucléaire de l'Oural

Très curieusement le seul livre des Medvedev qui n'ait pas été traduit en français est le livre de Jaurès de 1979 sur la catastrophe nucléaire de l'Oural de 1957-1958, pourtant paru aussitôt en anglais et en allemand¹. A la suite de la catastrophe de Tchernobyl, il n'est pas sans intérêt de porter cet ouvrage à la connaissance de nos lecteurs et lectrices.

En novembre 1976, Jaurès Medvedev publie dans l'hebdomadaire scientifique britannique *New Scientist* un article sur la science soviétique depuis 1956. Il y mentionne en passant la catastrophe nucléaire de 1957 ou 1958 survenue dans un dépôt de déchets radioactifs dans l'Oural. Medvedev a appris en URSS les grandes lignes de cet événement de collègues scientifiques. Des millions de Soviétiques ont eu vaguement connaissance de cette catastrophe ayant eu lieu dans une région industrialisée très peuplée.

En 1976 on est en plein débat pour ou contre le nucléaire; les médias internationaux s'emparent donc de la révélation de Medvedev et Jaurès découvre tout étonné que l'Occident ignorait totalement cet événement. Le lobby nucléaire dément. Jaurès se trouve ainsi engagé dans une polémique avec le président de la Atomic Energy Authority du Royaume-Uni (UKAEA), Sir John Hill (président de 1969 à

1981) qui affirme que la révélation de Medvedev est de la pure science-fiction, que les Soviétiques n'entreposent pas aussi négligemment leurs déchets hautement radioactifs, qu'une pareille explosion est impossible dans un tel dépôt, que si elle survenait elle ne pourrait pas affecter aussi gravement une région si vaste.

Les journalistes US consultent la CIA qui répond "oui, il y a eu à cette époque un accident dans cette région, mais dans un réacteur de production de matière fissile pour les bombes, et un accident de petites dimensions." Jaurès Medvedev se voit contraint de prouver sa révélation. Il le fera dans deux nouveaux articles du *New Scientist* en 1977, et dans son livre. Pressée de demandes, la CIA publie un dossier de documents soigneusement épurés et entrecoupés de pages entièrement censurées, mais qui confirme la thèse de Medvedev et lui apprend le nom du lieu de

l'accident, Kyschtym, une petite ville industrielle consacrée à l'industrie nucléaire entre Sverdlovsk et Tchelyabinsk.

Les faits

De 1948 à 1957 ont été accumulés, à la va-vite, dans un dépôt sommaire creusé à la surface du sol, les déchets hautement radioactifs résultant du retraitement des barreaux d'uranium afin d'en extraire le plutonium dans le cadre d'un programme précipité pour la fabrication de la bombe. La chaleur résiduelle, ou une réaction en chaîne partielle dans des restes de plutonium, entrant en contact avec la nappe phréatique a produit une explosion de vapeur qui a dispersé, peut-être grâce à une tempête de neige, une contamination radioactive très élevée sur des centaines de km². Encore plusieurs années après, l'activité due essentiellement au strontium 90 et au césium 137 s'élève à 1000-3500 curies par km² et produit une dose d'irradiation jusqu'à 1000 rads par année. Des forêts entières meurent, les villages sont évacués, incendiés, puis rasés au bulldozer. Les hôpi-

QUI SONT LES FRÈRES MEDVEDEV ?

Roy et Jaurès Medvedev sont des jumeaux de 60 ans. Roy est historien et vit à Moscou en situation de dissident semi-toléré, ayant perdu tout emploi, parfois inquiété par la justice soviétique, mais manifestement protégé par un secteur réformatrice de la bureaucratie.

Jaurès est biochimiste. Jusqu'en 1971 il a travaillé à l'institut de radiologie médicale d'Obninsk près de Moscou. Il a alors perdu son emploi pour avoir publié en Occident une histoire de l'absurde mais tragique dictature sur la biologie soviétique, de 1936 à 1964, du charlatan Lyssenko*. Tiré d'un internement en hôpital psychiatrique par les protestations internationales, Jaurès fut autorisé à s'exiler et vit depuis 1973 à Londres où il travaille au National Institute for Medical Research.

Depuis 1971, Roy et Jaurès, ensemble ou séparément, ont publié en Occident, *Staline et le stalinisme* (Albin Michel), *Khrouchtchev* (Maspéro), *De la démocratie socialiste* (Grasset), *Le stalinisme, origine et histoire* (Seuil), *Andropov au pouvoir* (Champs Flammarion). Leur point de vue de marxistes démocrates, mais en même temps de scientifiques jouissant de sources d'information dans les allées du Kremlin, a un intérêt précieux. Dans le cadre du régime soviétique, ils ont une perspective politique réformatrice et soutiennent de façon critique les projets de réforme de Gorbatchev. Nous avons publié dans *La Brèche* des 24 mai et 7 juin leurs articles sur la catastrophe de Tchernobyl.

* Jaurès Medvedev. *Grandeur et chute de Lyssenko*, Gallimard, 1971.

taux sont débordés par les centaines de personnes irradiées. Mais le site devient le grand champ d'étude de la radiobiologie et de la radioécologie soviétiques. Des dizaines d'études y sont consacrées, publiées dès 1965.

taux sont débordés par les centaines de personnes irradiées.

Mais le site devient le grand champ d'étude de la radiobiologie et de la radioécologie soviétiques. Des dizaines d'études y sont consacrées, publiées dès 1965.

Mais alors que tout article scientifique, en URSS comme ailleurs, mentionne très exactement le où, le quand, le comment, ces articles ne citent jamais ni lieu, ni date, ni surfaces, mentionnent de façon fragmentaire et imprécise les niveaux d'activité, et cherchent mensongèrement à faire croire que de tels niveaux de contamination ont été réalisés expérimentalement sur de petites surfaces. Jaurès Medvedev reconstruit le puzzle: des espèces d'animaux et de plantes, des milieux et climats cités, il remonte à une région géographique précise; du nombre d'oiseaux ou de

cerfs tirés, il déduit des surfaces en km²; des délais de publication et des durées relatives mentionnées, il calcule une date: entre Tchelyabinsk et Sverdlovsk, environ 1500 km², fin 1957 ou début 1958.

L'enquête

"Dans ce livre-ci j'aimerais donner aux analystes et autres experts une petite leçon d'enquête scientifique. Les nombreuses sources que je cite ou que j'utilise ne sont pas secrètes, elles sont disponibles dans des publications scientifiques habituelles." (p. 20)

"... j'ai dû étudier les volumes des revues scientifiques soviétiques du département spécialisé de Bayswater de la British Library. Cette bibliothèque possède une collection relativement vaste de revues et livres scientifiques soviétiques. Les copies de quelques articles importants pour mon étude, je les ai obtenues par le service de prêt de la Bibliothèque nationale des sciences et de la technologie. La bibliothèque de l'institut de recherche londonien dans lequel je travaille est abonnée à la revue soviétique *Genetika* que je cite abondamment. Plusieurs livres et recueils d'articles contenant du matériel intéressant se trouvaient dans ma bibliothèque personnelle, et quelques tirés à part m'ont été envoyés aimablement par leurs auteurs soviétiques sur ma simple demande." (p. 32)

"Si j'avais dû me plonger dans toutes les études soviétiques dans les domaines de la radioécologie, de la radiobiologie ou de la génétique des rayonnements, j'aurais été confronté à une masse de plusieurs milliers de travaux publiés. Mais ma situation se présentait sous des auspices bien meilleurs. Pour une raison très simple. Je connaissais en effet plusieurs chercheurs qui avaient commencé dans la région de Tchelyabinsk, dès 1958-1959, les travaux d'étude sous la direction de (mon ancien professeur) W.M. Kletschkowski. Ces noms de jeunes chercheurs qui avaient écrit et publié jusqu'en 1958 des travaux (avec l'un d'entre eux j'avais cosigné en 1956 et 1957 deux articles) disparurent brusquement de la littérature scientifique après 1958. Je ne réussissais à retrouver leurs noms ni dans l'index des auteurs des catalogues de référence du genre *Biological Abstracts*, ni dans l'Annuaire des articles de revues, le manuel bibliographique universel de la littérature soviétique. Tout ce qu'ils ont produit comme études dans leurs laboratoires de 1959 à 1965 était manifestement enfermé dans le "rayon spécial", sous la forme de comptes rendus manuscrits. Puis, à partir de 1966-1967, leurs noms réapparaissent dans les publications scientifiques spécialisées. Qui plus est parmi un cercle constant d'auteurs rattachés à divers instituts. En vérité cela a



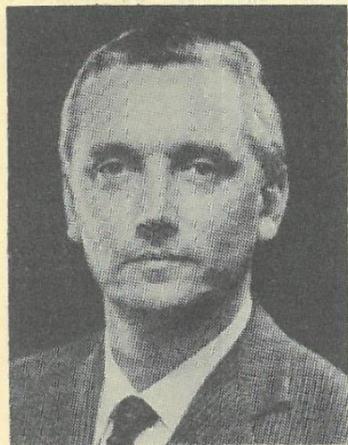
Jaurès Medvedev (deuxième depuis la gauche debout), étudiant.

facilité mes recherches, car de nouveaux noms me fournissaient de nouvelles pistes. Ces nouveaux noms, on les retrouvait dans les années suivantes parmi d'autres groupes de chercheurs, toujours occupés par la même thématique. Par le moyen de cette liste de noms, je pouvais donc, parmi la masse de littérature dans le domaine de la radioactivité, filtrer exactement les articles qui se rapportaient à la catastrophe de l'Oural." (pp. 42-43)

Amitié complice

La CIA savait. Pas seulement la CIA du reste puisque la majorité des documents publiés par la CIA n'émanent pas d'elle mais de l'ex-Atomic Energy Commission (remplacée aujourd'hui par le Department of Energy). Tandis que Moscou se tait soigneusement, le lobby nucléaire occidental polémique encore aujourd'hui contre Jaurès Medvedev, l'accusant d'avoir exagéré un événement douteux, probablement bien plus modeste. Le livre de Medvedev montre non seulement qu'à chaque étape de ses révélations le lobby atomique occidental a eu peur pour ses centrales nucléaires, peur de son opinion publique, mais que de 1957-1958 à 1976 le lobby nucléaire occidental a couvert Moscou :

"A la conférence internationale de Genève sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire (de 1971) ont été présentés des douzaines de rapports. Le 11^e volume des comptes rendus dans lequel se trouvent les deux exposés, de Fjodorow et de ses collaborateurs, contient la matière de plusieurs séances. Les travaux de Fjodorow et d'autres ont été présentés à la séance consacrée à la radioécologie. Si l'on en juge d'après les comptes rendus, chaque exposé a suscité des questions, une



John Hill, complice du silence.

discussion a suivi. Le procès-verbal de la discussion est imprimé à la suite des textes des exposés. Les exposés des auteurs russes ont été habituellement lus en russe, mais les participants jouissaient d'une traduction simultanée de haute qualité. L'exposé de Fjodorow sur la radioécologie de la forêt devait, qu'on le lise ou qu'on l'entende, susciter une masse de questions de méthode (à cause de l'absence anormale d'indications précises, RL). Curieusement pas une question ne fut posée. Dans de tels cas, nous, les Russes, avons l'habitude de poser pour rire la question : "Et où était donc le président de séance ?" Je posai cette question un peu différemment : "Qui donc était le président de cette séance consacrée à la radioécologie ?" La réponse, on la trouve au début du volume des comptes rendus : le président de cette séance était Sir John Hill." (pp. 153-154)

Robert Lochhead

1. Nuclear Disaster in the Urals, et en allemand Bericht und Analyse der bisher geheim gehaltenen Atomkatastrophe in der UdSSR, Hoffmann und Campe, Hamburg, 1979. Tous les extraits ont été traduits par nos soins de l'édition allemande à laquelle se réfèrent les numéros de pages.

Débat atomique aux Chambres :

14 HEURES POUR 12 MESURES



Le Parlement débat du nucléaire : "On croyait que c'était pas dangereux..."

14 heures de débat, 200 questions, 20 interpellations urgentes, 80 orateurs... 12 "mesures" proposées par le Conseil fédéral. C'est le Conseil national qui discute du nucléaire après l'accident de Tchernobyl. A la question "est-ce que le débat sur Tchernobyl a été utile ?", Léon Schlumpf, patron du département de l'énergie, répond : "Oui, parce que le gouvernement peut ainsi réaffirmer sa volonté de mener une politique énergétique active, mais qu'il n'a pas de recettes toutes faites et ne doit faire ni pirouette ni promesse" (Le Matin, 19 juin 1986). Ah bon ! Mais voyons quelques faits.

Mars 1985 : le Conseil national se penche sur le nucléaire. Le ton est alors empreint de convictions "nucléocratiques". Il s'agit de l'autorisation générale concernant la centrale de Kaiseraugst. Le Conseil des Etats a déjà dit oui en février 1983 (32 voix contre 10) ainsi que le Conseil fédéral à la fin 1981. Toute la majorité bourgeoise y va de ses certitudes. Les dangers du nucléaire ? "On est en plein irrationnel..." rétorque le démocrate-chrétien Zbinden, rapporteur de la commission. PDC, radicaux, UDC et libéraux assentent leurs vérités : Kaiseraugst est indispensable vu les besoins en énergie. "Du nucléaire, encore du nucléaire, sinon c'est la crise", entonnent-ils en chœur¹. L'autorisation est accordée par 118 voix contre 73.

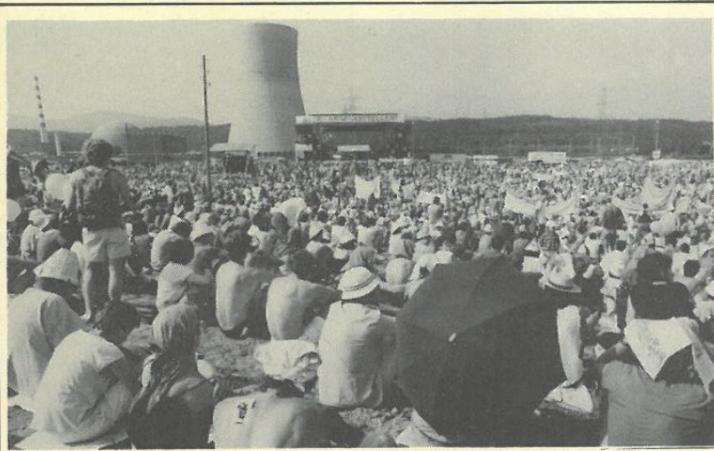
A ce moment-là, le mouvement antinucléaire est dans le creux de la vague. Les grandes mobilisations sont derrière ; les deux initiatives antiatomiques ont échoué en votation populaire. Le lobby nucléaire, puissamment secondé aux Chambres, voit un avenir sans nuages, ni retombées...

Y'a un pépin

26 avril 1986 : y'a un "pépin" à la centrale de Tchernobyl. Très rapidement le "pépin" prend les dimensions d'une catastrophe. Du jour au lendemain, "l'irrationnel" des antinucléaires apparaît pour ce qu'il est : bien plus raisonnable que les certitudes "scientifiques" des experts patentés. C'est l'occasion aussi de vérifier l'efficacité des

plans de protection de la population : déclarations lénifiantes, informations contradictoires, rems, rads, picocuries, etc... Une salade (irradiée ?) géante. Et l'accident a eu lieu à 1500 km d'ici !

Juin 1986 : le parlement planche à nouveau sur les charmes de moins en moins discrets de l'atome. Cette fois-ci la majorité bourgeoise est sur la défensive. "Avant je ne me posais



Interfoto

TRENTE MILLE ANTINUCLÉAIRES

30 000 manifestant(e)s antinucléaires le 21 juin à Gösgen. C'est un remarquable succès lorsqu'on pense à la campagne de presse qui a précédé et qui insistait lourdement sur les désordres et les troubles attendus. Succès d'autant plus considérable que le Comité d'action contre l'énergie nucléaire (NWA, alémanique) et le Parti socialiste suisse (PSS) ne se sont pas joints à l'appel pour la manifestation. De même du reste le Parti vert de Suisse qui s'en est distancé vu les bruits courants sur d'éventuels tumultes. Mais, fort heureusement, ces oiseaux de mauvais augure ne furent pas entendus. Notons aussi — responsabilité gouvernementale oblige — que le nouveau directeur de la police bernoise, Hofstetter (élu sur la Liste libre de Leni Robert), a tout de même envoyé "ses" flics grenadiers à Gösgen...

Succès encore si l'on constate que la revendication de l'arrêt des centrales nucléaires était bien au centre de la manif. Succès toujours quant à la large unité qui s'est réalisée pour son organisation. Malgré les absences déjà citées, ce ne sont pas moins d'une centaine d'organisations qui ont signé le tract d'appel, dont le GAGAK, le PSO, les POCH, le PdT, les Verts alternatifs, le Syndicat du textile, de la chimie et du papier, etc. Le PSO s'était d'ailleurs prononcé et battu dès le début en faveur de cette large unité.

30 000 personnes pour protester contre le nucléaire ! Il faut bien ça pour commencer à stopper les appétits dangereux du lobby atomique.

pas de questions, je ne me rendais pas compte que le nucléaire était si dangereux", déclare benoîtement Adolf Ogi, président de l'UDC (L'Hebdo, 19 juin 1986). Même son de cloche au PDC. Laurent Butty va jusqu'à défendre l'idée d'un moratoire : "Une pause est aujourd'hui nécessaire et il faut appuyer les efforts faits pour trouver des solutions acceptables au remplacement du nucléaire. Ce moratoire est un minimum, mais il ne faut rien précipiter" (La Liberté, 18 juin 1986). Les présidents du PDC et des radicaux laissent entendre qu'ils sont prêts à réexaminer leur position en la matière. Alors... La droite serait-elle en train d'abandonner l'option nucléaire ? Le projet Kaiseraugst passera-t-il à la trappe ?

"Moratoire électoral"

Rien n'est moins sûr. Mais il est clair que "l'effet Tchernobyl" a, dans un premier temps en tout cas, de lourdes conséquences sur les plans des nucléocrates. Et la droite doit d'abord rassurer l'opinion. Ne serait-ce que pour des raisons électorales. Gilles Petitpierre, radical genevois, le dit bien : "Certains souhaitent un moratoire électoral. Une fois réélus, ils pourront envisager la problématique Kaiseraugst différemment !" (L'Hebdo, 19 juin 1986). Le conseiller fédéral Léon Schlumpf, lui, a insisté : il n'y a pas de solution acceptable pour remplacer le nucléaire. Cette "crise de conscience" de la droite, on le constate, connaît donc de sérieuses limites. En témoigne également la timidité des mesures arrêtées par le Conseil fédéral. Douze promesses qui devraient rassurer le bon peuple. Elles vont de la révision de la loi sur la radioprotection à une étude des répercussions de la radioactivité sur les aliments en passant par la préparation de scénarios d'urgence pour les populations proches des centrales, sans oublier une brochure tous ménages d'informations sur la radioactivité... Y'a pas à dire, à partir de dorénavant, on ne risque plus rien !

21 juin 1986 : 30 000 personnes manifestent devant la centrale de Gösgen (voir encart). Les sondages montrent une augmentation très nette des opinions antinucléaires². Le lobby atomique et ses complices aux Chambres craignent bien plus une reprise du mouvement que toutes les retombées radioactives.

P. Girardet

1. Petite information en passant : les quelque 350 centrales actuellement en activité fournissent moins de 6 o/o de la consommation mondiale d'électricité.

2. Si en mars 1985, 43,3 o/o des Suisses sont favorables à la construction de Kaiseraugst contre 41,3 o/o qui n'en veulent pas (Le Matin, 13 mars 1985); en mai 1986, un nouveau sondage indique qu'il n'y a plus que 24,5 o/o d'opinions favorables à Kaiseraugst contre 56,3 o/o (L'Hebdo, 29 mai 1986). Le camp des Non a donc crû de 15 o/o.

L'empire se réorganise

«**N**ous ne sommes pas dans les affaires pour construire des voitures. Nous sommes dans les affaires pour faire du fric», déclare un dirigeant de la GM. Mais c'est encore en construisant des véhicules dans le monde entier que la GM atteindra son objectif de 280 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires en 1990.

LA GENERAL MOTORS

C'est la plus grande entreprise dans le monde. Sa direction se trouve à Detroit (Etats-Unis). Elle possède des usines dans 30 pays. Elle emploie environ 750 000 personnes. Sa production : voitures, camions, camionnettes, locomotives, armement. Elle est aussi présente dans le secteur des services : banques de données (informatiques), finances, assurances. La GM a investi environ 40 milliards de dollars (76 milliards de francs suisses) pour la modernisation de sa production de véhicules, ces cinq dernières années. Des chiffres exacts sont difficiles à donner, vu les changements rapides et permanents dans l'extension et la réorganisation de ce monstre.

La GM, comme d'autres géants de l'automobile, a subi quelques pertes lors de la hausse du prix du pétrole (début des années soixante-dix) et des deux récessions (1974/1975 et 1981/1982). De plus, elle est frappée par la concurrence venant du Sud-Est asiatique. Néanmoins, depuis le début des années quatre-vingt, elle a répondu à ces défis par une réorganisation radicale de son empire mondial.

LE CAMION MONDIAL

En 1984, la GM a concentré toute sa production de véhicules commerciaux pour former «la division mondiale des camions et des autocars». Par exemple, en Grande-Bretagne, les camions Bedford, appartenant à la GM, sont séparés de Vauxhall - secteur de production de voitures de la GM en Grande-Bretagne - et sont intégrés à la production des véhicules commerciaux produits dans le monde entier (Chevrolet GC, Detroit Diesel Allison, GM do Brasil, ISUZU au Japon, dont GM contrôle 38,6 o/o des actions).

Dans la décennie, les véhicules commerciaux seront assemblés dans divers pays du monde, en utilisant les mêmes moteurs, les mêmes transmissions, etc. Un «camion mondial» naîtra.

Toutes les usines de la GM ne profitent pas de cette réorganisation ! En Grande-Bretagne, la capacité de production des camions Bedford est passée de 54 000 à 17 000 unités par année, depuis 1979. Les marchés Bedford en Afrique, en Asie, en Scandinavie sont maintenant dans les mains de ISUZU. Alors que le secteur recherche et développement de Bedford a été liquidé. Des camions conçus par ISUZU sont produits par la fabrique anglaise pour une petite fraction du marché.

La GM estime qu'il y aura une croissance de la demande pour les véhicules commerciaux, dont la majeure partie s'exprimera en dehors des Etats-Unis. Elle s'attend à une pointe de 11 millions de véhicules, soit plus que le record de 1978 (9 millions). La GM est donc partie à la chasse d'usines de camions en Europe et à la recherche d'accords de production. Evidemment, il ne lui viendrait pas à l'esprit de relancer des investissements dans Bedford. GM a approché MAN en République fédérale d'Allemagne (RFA) ; ou ENASA, l'entreprise espagnole étatisée de camions Pegaso. Elle a rompu les discussions avec Pegaso en espérant un accord plus rentable avec British Leyland et Landrover...

LA VOITURE DU FUTUR

Alors que la GM réorganise sa division des camions, une sorte de petite révolution se déroule dans la production des voitures. Le nouveau projet grandiose de GM, le programme de la «voiture du futur», a été lancé en fanfare dans les médias. La clé de voûte du programme, c'est le **Projet Saturn**. La publicité faite par la GM autour de la seule recherche de l'emplacement pour la future usine Saturn fait que la plupart des gens aux Etats-Unis connaissent déjà le nom de cette bagnole du futur avant même que l'usine pour la construire ne soit bâtie !

Saturn est présenté comme la riposte de GM face aux producteurs japonais. Au début des années soixante-dix, lors de la hausse du prix de l'essence, il y a eu un boom sur le marché des petites voitures. Les multinationales américaines n'ont pas su répondre assez rapidement à cette demande des consommateurs. Rapidement, elles ont perdu des clients à l'avantage des Japonais. Ayant manqué ce train, les compagnies américaines ont multiplié les coups bas et ont fait pression sur leurs concurrents japonais pour qu'ils réduisent leurs exportations.

Cependant, la période de limitations «volontaires» des exportations par les Japonais a pris fin en 1985. Les importations de voitures japonaises aux Etats-Unis ont augmenté : 18,3 o/o en 1984 et 24 o/o du marché en 1985. La tendance se confirme en 1986. Mieux, les Japonais ont cons-

Nouvelles technologies et travail :

Le «nouveau monde courageux» de la GM



La GENERAL MOTORS (GM) est la plus grande firme manufacturière dans le monde, avec plus de richesse et de ressources à sa disposition que de nombreux pays. La GM construit un cinquième des voitures produites dans le monde. Pendant le temps que vous avez utilisé pour lire ces deux phrases, la GM a fait 195 francs de profit ? Ce dossier¹ examine le «nouveau monde courageux» que la firme est en voie de construire, afin de faire encore plus de profits avec moins de travailleurs grâce à des usines futuristes et à un système de communication conforme à notre époque de conquête de l'espace. La GM se lance aussi dans un secteur de production des plus rentables : les armements. Tout cela va de pair avec une domestication rigide de la force de travail flexible et une liquidation des syndicats.

truit des usines de voitures aux Etats-Unis. En 1988, elles produiront un million de voitures par an, sur ce marché de voitures le plus grand du monde. Tout indique que les Japonais pénètrent la gamme la plus rentable de voitures : celles de dimension moyenne, laissant les petites à ceux qui les produisent à des coûts de production encore plus bas, comme les Coréens du Sud.

D'une certaine manière, il apparaîtrait plus rationnel pour la GM de quitter le créneau de la production de petites voitures et de le laisser aux Japonais et aux Sud-Coréens. En effet, alors que la GM quémandait des restrictions d'importations, elle signait des accords avec *Daewoo Motor Corporation* (firme de Corée du Sud) afin que cette dernière lui livre des petites voitures et des pièces détachées. Mais, il y a des contraintes politiques qui s'exercent sur la GM et sur d'autres firmes d'automobiles aux Etats-Unis. Les normes concernant la consommation d'essence pour les moteurs sont en voie d'application. Il en découle que les constructeurs doivent continuer à produire des petites autos. Et il y a une pression sur la GM qui doit prouver qu'elle a mis à profit la période de restriction des importations pour refaire ses forces et reprendre pied sur le marché.

LE PROJET SATURN

Le projet Saturn est un investissement de 5 milliards de dollars (environ 9 milliards de francs suisses). Il doit redonner à la GM sa place sur le marché des petites voitures.

C'est aussi une sorte de prototype pour la réorganisation d'ensemble de sa production et de son fonctionnement. L'entreprise a pour but d'abaisser ses coûts en produisant plus de voitures avec moins de travailleurs/euses. Elle envisage une réduction de 80 000 postes de travail entre 1985 et 1987. En 1980, chez GM, il fallait 80 heures de travail en moyenne pour produire une voiture. Cinq ans plus tard, la moyenne est à 55 heures par voiture. Dans le projet Saturn, six mille travailleurs/euses produiront 500 000 voitures par an. Cela représente une économie de 70 o/o de la force de travail, en comparaison avec les autres usines de la GM produisant des voitures. Ceci n'est évidemment possible qu'en ayant réussi à signer un accord avec les syndicats, qui, en fait, liquide l'essentiel des droits syndicaux chèrement conquis dans le passé.

Les dernières technologies de pointe vont avec cette nouvelle superusine. En 1984, la GM a acheté une compagnie dénommée *Electronic Data System (EDS)*, pour 2,5 milliards de dollars (4,5 milliards de francs suisses). Dans l'usine Saturn, EDS va permettre de connecter toutes les opérations, depuis les études et les plans jusqu'à la production en passant par la vente. Un réseau de communication mettra en rapport le vendeur avec l'usine de production, la ligne de montage avec les producteurs de pièces détachées, la production avec les concepteurs et le tout avec l'état-major de la GM dans le Michigan.

En «computerisant» l'ensemble des transactions, la GM cherche à réduire les coûts, à améliorer la qualité et à réduire le temps de livraison d'un nouveau véhicule à une

semaine ou dix jours. EDS fournit aussi à la GM une technologie lui permettant d'automatiser au maximum tous les stades de la production, depuis les études (plans) jusqu'à l'assemblage.

ACHETER À TOUS VENTS

Toute la stratégie de la GM ne repose pas sur la seule fabrication de voitures et de camions. La compagnie est devenue un acheteur vorace dans d'autres genres d'affaires. Elle a pénétré le secteur des compagnies financières. Elle est devenue la deuxième firme de prêts hypothécaires aux Etats-Unis (pays où ces prêts sont très importants étant donné le marché des maisons individuelles).

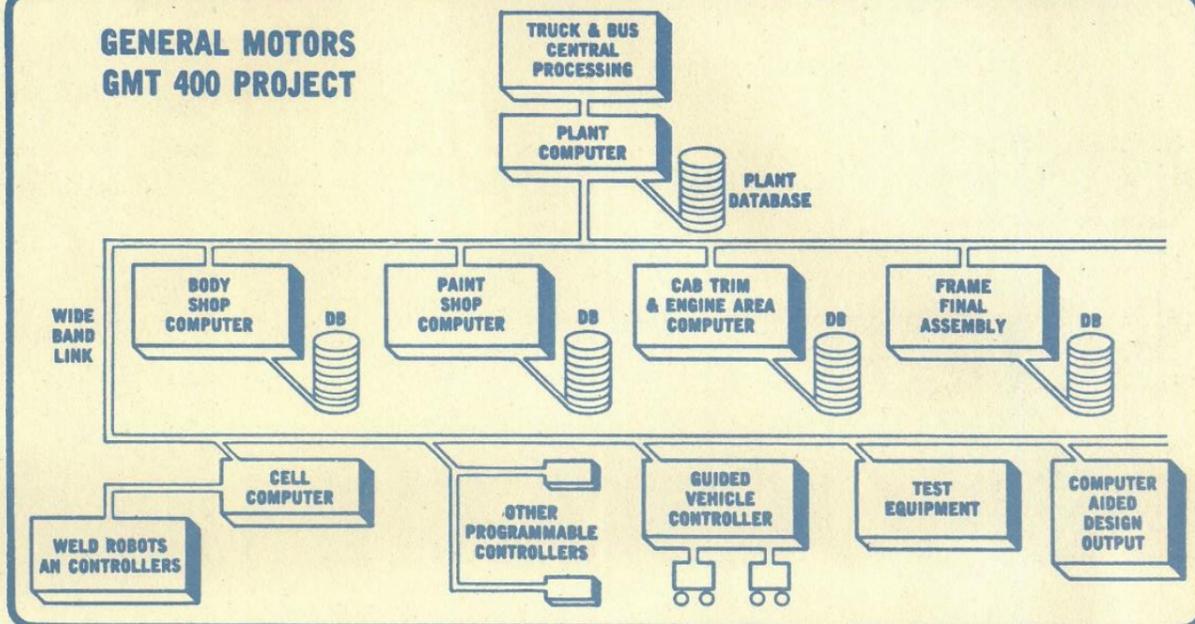
L'achat d'EDS n'a pas simplement apporté une tranche dans la technologie des communications. EDS est le plus grand producteur dans le domaine commercial de la santé. EDS permet aussi de mettre un pied dans un business où la GM est plus qu'heureuse de se développer : l'armement.

En 1985, un rachat monstrueux - 5 milliards de dollars (9 milliards de francs suisses) - a permis à la GM de prendre possession de *Hughes Aircraft*, le neuvième sur la liste des producteurs privés d'armement, avec des produits tels que des missiles, des systèmes laser et radar, etc.

Ce n'est pas une diversification mineure pour la GM. Elle devient ainsi l'une des plus importantes firmes dans le secteur militaire. Avec EDS, ses liens avec les milieux militaires américains se renforcent. EDS est déjà engagé dans le domaine des communications militaires de pointe avec le Pentagone, son second client après la GM ! Lorsque la GM passera ses informations entre ses usines de voitures et ses usines de camions, elle va certainement partager avec l'armée américaine un de ses satellites. En ayant un œil sur les contrats de fournitures d'armement, la GM espère partager bien plus avec le Pentagone !

1. Ce dossier a été établi sur la base des articles parus dans *International Labour Reports*, de mai-juin 1986.

GENERAL MOTORS GMT 400 PROJECT



Ce schéma, publié dans le *Financial Times* du 24 juin 1986, indique le protocole pour la fabrication automatisée à l'échelle mondiale de camions et bus par la GM. Il doit permettre que les différentes unités de fabrication

(peinture, montage...) dialoguent entre elles. Selon la GM, cela aboutit à une croissance de 40 o/o dans l'automatisation... des trois usines où il est déjà en fonctionnement.

Le contrôle électronique des travailleurs

General Motors croit que la meilleure façon de maintenir son contrôle sur un très grand nombre de travailleurs consiste à ce qu'ils se contrôlent eux-mêmes. La firme a fait une propagande agressive pour sa *Qualité du temps (de la vie) de travail (Quality of Work Life, QWL)*, ensemble de normes de travail qu'elle veut imposer dans toutes ses usines à travers le monde.

Le système QWL a pour fonction de pousser les travailleurs à constituer des groupes de discussion et de lancer des idées pour améliorer la façon de travailler. En réalité, ces groupes sont mis à profit par les patrons pour que les travailleurs se "mettent sous pression" les uns les autres, afin d'accroître la productivité, d'appliquer les décisions de la direction et de miner toutes les activités syndicales.

Dans le projet Saturn, la GM mettra en place un système lui permettant de contrôler toutes les activités, depuis les plus petits détails au niveau des ateliers (et ceci avec l'accord des dirigeants du syndicat de l'automobile américain).

TOUT SAVOIR SUR CHACUN(E)

La communication instantanée, au travers d'EDS (voir article ci-contre), doit permettre à la direction très centralisée de diriger les diverses activités à l'échelle mondiale, comme s'il s'agissait d'une seule entreprise. Cette réorganisation, développée au travers du système EDS, donnera à la GM un degré de flexibilité sans précédent et une capacité de répondre avec rapidité à tous changements sur le marché.

Pour utiliser à fond cette flexibilité, l'entreprise dépendra en grande partie du contrôle effectué par les travailleurs/euses sur leur propre travail et sur leur acceptation d'être aussi flexibles... que le veut la direction. Le programme QWL, comme l'accord syndical passé pour la nouvelle usine Saturn, fait partie de cette stratégie renforcée ayant pour but de motiver les travailleurs/euses en les identifiant avec l'entreprise.

Alors que les dirigeants de la GM tentent de faire pression ou d'obtenir la collaboration des syndicats et des salarié(e)s, la nouvelle technologie dans la transmission d'informations peut leur donner un contrôle encore jamais atteint sur leurs employé(e)s. Kenneth Reidlinger, vice-président de EDS le confirme : "Saturn est une toute nouvelle entreprise. EDS sera mis à contribution pour l'établissement de dossiers (données individuelles) et pour les nouveaux rapports avec les syndicats."

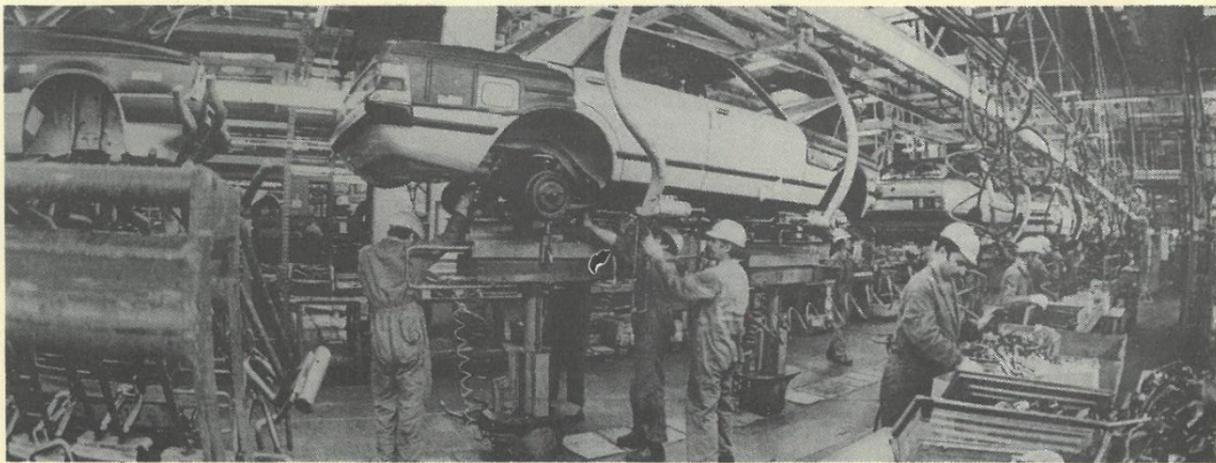
EDS va permettre à la direction centrale de contrôler les "perturbations" et les niveaux d'activité syndicale dans les différentes entreprises. Il permettra également d'accroître la possibilité d'éviter des grèves en déplaçant la production, mettant en œuvre des "briseurs de grève électroniques". Il fournira encore un système de contrôle d'ensemble sur l'efficacité et les résultats. La direction pourra ainsi accroître la concurrence entre les divers groupes de travailleurs, localement ou internationalement. Le dossier médical de chaque employé(e) des usines américaines se trouvera

dans la mémoire centrale. EDS utilisera le service de santé privé de la GM (aux Etats-Unis, vu la privatisation du système de santé, les grandes entreprises gèrent la santé de la force de travail), qui sera engagé dans le contrôle de la main-d'œuvre (gare aux malades... et à ceux/celles dont le dossier indique une possible baisse de rentabilité future !).

SYNDICAT : CONNAIT PAS !

Il n'y a pas de place pour les syndicats dans le système centralisé d'informatisation mis sur pied par EDS. En 1984, les employés des services d'informatique de la GM ont été pris en charge par EDS. Mais aucun ne pouvait entrer en fonction s'il voulait maintenir son adhésion syndicale.

Dans la conception retenue pour l'usine Saturn, la possibilité d'intérêts particuliers des employés est systématiquement et conceptuellement exclue. L'idée d'intérêts particuliers non harmonieux est brutalement remplacée par une sorte de culture propre à l'entreprise : un code de conduite introduit par EDS. Il "décourage" des choses telles que : porter une barbe, vivre ensemble sans être mariés ; il prescrit des jupes pour les femmes et des chemises à col pour les hommes. Il encourage un esprit de "corps d'élite" pour les employés, ce qui ne l'empêche pas de prévoir une rotation importante du personnel, étant donné le nombre de salarié(e)s qui ne pourront pas résister aux rythmes de travail. Le programme de formation est si dur que seuls ceux en dessous de trente ans peuvent résister au choc.



Néanmoins, la GM n'a pas obtenu tout ce qu'elle attendait. Le système EDS coûte beaucoup plus cher que prévu. Il s'avère en outre plus difficile à concrétiser que ce que la direction espérait. Dans le système EDS, même sans syndicat, des revendications de travailleurs/euses continuent à se manifester. Pour l'instant, la stratégie QWL n'a pu être introduite avec succès que dans un nombre restreint d'entreprises.

Des salariés ont su saisir le projet d'ensemble de la firme et sont en train d'organiser leur propre réseau de communication. Ils produisent un journal international des travailleurs/euses de la GM en cinq langues (*La Voix des travailleurs/euses de la GM*). En mars 1986, des délégué(e)s du monde entier se sont réuni(e)s en Grande-Bretagne pour la deuxième conférence des travailleurs/euses de la GM (voir encart).

SYNDICAT : DEHORS !

Lors de la conférence internationale des travailleurs de la GM, en mars de cette année, un syndicaliste brésilien, licencié par la GM, rappelait en ces termes des épisodes de la grève d'avril-mai 1985 dans les deux usines de Sao Caetano et Sao Jose, au Brésil.

"Craignant que la police envahisse l'usine, nous avons essayé de bloquer les portes de l'usine. La police disait qu'elle agissait sur la base d'un ordre de la justice lui intimant l'ordre d'expulser les travailleurs. Nous savions que dans la ville l'anxiété était grande. La radio parlait même de massacres, ce qui était faux. Ainsi nous avons décidé de rentrer dans nos familles pour les rassurer."

"La GM a fermé l'usine et envoyé des lettres de licenciement à 400 ouvriers. Après une semaine, quand la direction a réouvert les portes, elle a contraint les travailleurs à passer un contrôle d'identité. Elle a interdit aux licenciés de rentrer dans l'usine. Il y avait un grand nombre de gardes privés de sécurité tout autour de l'usine. La pression était grande sur les travailleurs pour qu'ils se remettent à l'œuvre normalement. Ainsi, la grève fut cassée."

"Pendant tout ce temps, la direction a refusé de négocier avec le syndicat. Elle se devait d'utiliser la grève pour détruire une fois pour toutes l'activité de notre syndicat. Notre directeur du personnel se rendit à Detroit avant que le conflit ne commence. Nous possédons un document qui prouve qu'il a reçu le feu vert pour toutes ses initiatives, pourvu qu'il nous brise les reins. S'il devait fermer l'entreprise pour quelque temps, il pouvait le faire. S'il désirait licencier 2000 personnes, il le pouvait. La GM de Detroit couvrait tous les frais."

A propos d'un livre de Rudolf Strahm :

UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE MODERNE ?

Rudolf Strahm, ex-secrétaire central du Parti socialiste suisse (PSS), vient de publier un bouquin sur l'avenir de la social-démocratie helvétique (*Vom Wechseln der Räder am fahrenden Zug - Du changement des roues d'un train en marche*. Limmatt Verlag, Zurich, 1986). La presse, alémanique en particulier, en a abondamment parlé, car Strahm tente d'y définir sa vision politique pour une Suisse de demain et accuse le PSS de "naviguer à vue sans aucune vision d'avenir". Ce bouquin est certainement plus qu'un pamphlet dirigé contre Hubacher (président du PSS); la polémique qui s'y développe est l'indice d'une lutte pour la future direction du parti. Ne serait-ce que pour cette raison, il vaut la peine de regarder de plus près les conceptions de ce social-démocrate "moderne".

La social-démocratie devrait agir comme une espèce d'accoucheuse pour d'autres rapports de production dans lesquels les salarié(e)s ne seraient plus sans droits. Elle devrait également devenir le moteur pour une nouvelle organisation collective en matière de santé, d'éducation, etc. Tels pourraient être les buts à atteindre pour un réformiste méditant sur les problèmes actuels de la société. C'est en tout cas à cela qu'un Thomas Nowotny, socialiste autrichien, réfléchissait dans son livre paru en 1985: *Bleibende Werte - verblichene Dogmen* (Valeurs restantes - dogmes défunts).

Version étriquée

Rien de semblable pourtant dans la réflexion de Rudolf Strahm. Quoique auteur de plusieurs livres pédagogiques sur le rôle de l'impérialisme¹, l'ex-secrétaire du PS reste prisonnier d'une vision étriquée, typiquement helvétique. "Une Europe forte se doit de sortir du schéma Est-Ouest dans des conflits tels ceux d'Amérique centrale ou d'Amérique latine", peut-on lire à la page 184 lorsque Strahm évoque les objectifs du PS au chapitre d'une "Europe indépendante". Vision identique à celle des Anglais dans la guerre des Malouines ou des Français (malgré un gouvernement de "gauche") dans les cas du Tchad ou de la Nouvelle-Calédonie ?

Quand Strahm met à nu l'état du PS et des syndicats, il confirme ce que tous les observateurs sérieux savent depuis longtemps. Mais la façon dont il caractérise les divers courants qui traversent le PS est très significative. Sans regret aucun, il constate l'effondrement total de la gauche au sein du parti. Et sa polémique contre les POCH (Organisations progressistes de Suisse) et les "trotskistes" montre également où vont ses sympathies. Pour lui, c'est au centre qu'il faut chercher les forces pour sortir le PS de l'ornière. L'énorme faiblesse de cette partie du livre réside du reste dans

l'absence complète d'une analyse de la société. Analyse, il est vrai, qui pose problème non seulement au PSS mais à toute la gauche européenne! Avec la description de la situation actuelle, de quelques changements sociaux, ou l'étude du comportement des électeurs et de divers sondages - comme le fait Strahm -, on ne peut qu'appréhender superficiellement des phénomènes sociaux beaucoup plus profonds.



Le PSS en congrès. Changer de roues ou de route?

Les recettes

Strahm désire une politique "rouge/verte" pour son parti (l'éco-socialisme). Pour ce faire, le PS doit se transformer en une social-démocratie "moderne". Outre une nouvelle direction (caractérisée par une connaissance "d'experts" et non plus par une rhétorique à la Hubacher), s'ajouterait un appareil efficace, à même de former des cadres pour le parti. Le PS est prié de redevenir une force capable de mener de véritables campagnes référendaires. Dans ce sens, il faudrait réfléchir à des alliances conjoncturelles avec des Verts, des

groupes femmes, des associations d'employés, des syndicats. Il s'agit à long terme de réinstaller une relation de confiance avec les électeurs/trices et aussi d'envisager "la conquête du pouvoir par les mairies".

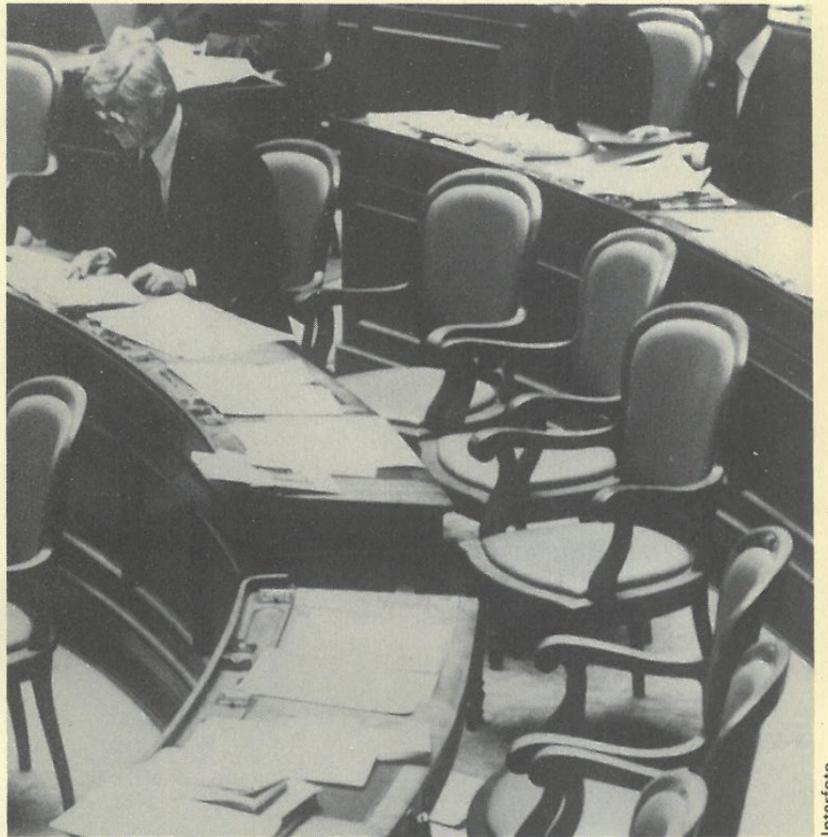
En tout cas rendre impossible la plongée du PS vers les 10 o/o ou 15 o/o avec la perte correspondante de postes étatiques.

Strahm touche également au problème - difficile pour toute la gauche - des "nouvelles couches moyennes" (les employés). Une question qui, dans la social-démocratie allemande ou dans le Parti communiste italien, suscita de vifs débats... mais surtout des dérives à droite. Si notre ancien fonctionnaire socialiste pense gagner ces couches par le concept séduisant de "maîtrise du temps de travail", il se trompe. Les patrons en effet "flexibilisent" toujours plus leurs salariés et employés sans que pour autant ceux-ci voient leurs problèmes s'estomper. Même la perspective de "l'économie duale" -

sationnel pour toutes les forces qui veulent protéger et conserver la nature et l'environnement;

* le Parti socialiste sera une force dirigeante pour le contrôle du progrès." (p. 186)

Tout cela est bel et bien. Et les moyens? Suffisamment d'électeurs/trices pour garantir la position gouvernementale du PS. Strahm appelle ça: conquête du pouvoir! Quelqu'un qui se pique d'écrire contre l'utopie, qui n'accorde au mouvement ouvrier qu'une fonction correctrice du capitalisme, qui considère que "les dix mille petites actions du PS oubliées de l'histoire" ont un impact tout aussi grand que la seule grève générale, et bien celui-là ne verra probablement jamais à gauche. Et pourtant beaucoup de militants socialistes ou syndicalistes verront, compte tenu de la situation présente, un espoir dans ce livre afin de "régénérer" le PSS et le mouvement ouvrier. Le "changement de roues" préconisé par Strahm leur apparaîtra comme un



La conquête du pouvoir par le Parlement. Fritz Reimann (député PSS) bien seul!

LA RUPTURE C'EST RINGARD

Dans une interview accordée à VO-Réalités du 19 juin (hebdomadaire du PdT), Rudolf Strahm fait cette réponse "moderniste" à la question suivante:

"- Il n'est donc plus question de rupture avec le capitalisme, d'union de la gauche?"

R. Strahm: Au plan suisse - dans les cantons cela est différent - la gauche, c'est le PS! Le Parti du travail est marginalisé en Suisse romande, presque inexistant en Suisse alémanique, les POCH sont limités à quelques villes.

Le PS n'a plus de partenaires à gauche. C'est dommage, il n'y a plus d'éléments de correction. Le PS recouvre une si large part du spectre de la gauche que chacun peut y trouver sa place. Ses nouveaux partenaires sont les nouvelles couches sociales: les salariés qui assument des responsabilités sociales, les cadres...

Rompre avec le capitalisme est un dogme. Celui qui pense et dit cela ment. Et se ment à lui-même!"

de protection de l'environnement. Le PSS compte plus de féministes que tous les groupes féministes réunis. De même, nous avons d'avantages de tiers-mondistes que dans les mouvements d'aide au tiers monde. Et il y a au PSS plus de travailleurs sociaux, de gens actifs dans le social et de praticiens de la sécurité sociale que dans n'importe quelle autre organisation agissant dans ce domaine." (p. 15) Posons alors la question: est-ce que ce formidable potentiel est destiné à s'ensabler dans le nouveau partenariat social à la sauce helvétique que Strahm entend édifier? Il y a certainement mieux à faire.

Peter Sigrist

1. Rudolf Strahm, économiste et chimiste, est né en 1943. Il a travaillé dans l'industrie et a été secrétaire central du PSS durant sept ans. Cette expérience lui a permis de devenir un connaisseur de la mécanique du Palais fédéral ainsi que de la vision interne d'un parti gouvernemental. Il est aujourd'hui secrétaire central des Amis de la nature. Il a publié de nombreux livres dont *Industrieländer - Entwicklungsländer* (Pays industrialisés - pays en voie de développement); *Überentwicklung - Unterentwicklung* (Surdéveloppement - sous-développement); *Warum sie so arm sind* (Pourquoi sont-ils si pauvres?).

Intégration de la femme dans la Défense générale :

L'uniforme au service de l'émancipation?



Depuis le début des années septante, les femmes sont de plus en plus intégrées aux services militaires. Cela au niveau mondial, quoiqu'avec de notables différences selon les pays. Aux Etats-Unis, leur part passe de 1,9 o/o en 1971 à 8 o/o en 1980. En Suisse, les associations féminines réalisèrent en 1970 un sondage qui se révéla favorable à une obligation générale de servir pour les femmes. Différentes propositions parlementaires faites entre 1971 et 1973 iront dans le même sens. L'obligation n'existe pas encore aujourd'hui, mais depuis le 1er janvier, le Service complémentaire féminin (SCF) s'appelle Service militaire féminin (SMF), soulignant ainsi davantage son appartenance à l'armée.

Les diverses étapes de ce débat initié dans les années septante sont connues. On connaît moins par contre les raisons de fonds de la "féminisation" générale de l'armée.

Motifs socio-économiques

Le manque de chair à canons consécutif au creux démographique dû au recours à la pilule est, depuis plusieurs années, un véritable casse-tête pour les stratégies militaires. Le problème est encore accru par le renforcement durant la dernière décennie des attitudes critiques face à l'armée. Durant la guerre du Vietnam, les difficultés de légitimation de l'armée dans des Etats-Unis fatigués de la guerre furent si grandes que la conscription fut supprimée en 1970. L'armée de milice fut transformée en armée de volontaires.

En même temps les armées ont besoin, compte tenu des modifications de leur fonctionnement, d'effectifs plus élevés qu'auparavant. Les guerres conventionnelles actuelles sont, dans ce que l'on appelle l'équilibre des forces, longues et totales. Elles engloutissent des masses de civils et de soldats. A ces besoins quantitatifs s'ajoutent les exigences qualitatives posées par la technicité des armes — et donc par la professionnalisation. Pour fonctionner, les armées ont aujourd'hui besoin d'un grand nombre d'employés permanents, spécialistes ou non. Enfin, la crise économique et la relance de la guerre froide provoquent une militarisation générale de la société. En témoignent les forts indices de croissance de la production d'armement et l'augmentation massive des dépenses militaires. En 1985, en Suisse, elles représentent de nouveau le plus grand poste (22 o/o) des dépenses fédérales. En écho, on assiste aux tentatives d'intégration des femmes,

voire même des enfants, à l'esprit de la Défense générale.

Pourquoi les femmes ?

Pour les militaires, les femmes ont de nombreux avantages.

* Elles servent, au sens littéral du mot, d'armée de réserve. Elles sont disponibles, compétentes et consciencieuses.

Compétentes, car bien qu'il y ait de plus en plus de femmes disposant d'une formation qualifiée, leurs perspectives professionnelles sont encore et toujours limitées. C'est ce potentiel qu'utilise l'armée lorsqu'elle recrute.

Les femmes sont consciencieuses, comme le disait lui-même le commandant de corps et chef de l'instruction, Roger Mabillard : "La femme (sic) fournit un excellent travail, avec conscience et précision, de l'endurance aussi." (La Liberté, 24 avril 1986.) Une périphrase élégante pour parler des travaux de routine monotones.

* Les femmes sont aussi une main-d'œuvre bon marché. L'appareil administratif et technique de l'armée, hyperdéveloppé, offre de nombreux emplois qualifiés et non qualifiés. Le sénateur américain Proxmire expliqua ainsi cyniquement en 1977 que la grandeur et la puissance des forces armées pourraient être conservées pour autant que l'on engage suffisamment de femmes, puisqu'elles coûtaient quel que 8 o/o de moins que les hommes !

* En outre, les femmes doivent concourir à légitimer la Défense nationale. Cette dernière, en intégrant un groupe de la population jusqu'alors tenu à l'écart, cherche à bénéficier de plus de considération et à devenir plus représentative pour la population. L'objectif n'est pas seulement de rehausser le prestige de l'armée, il est aussi d'ancrer dans (toute) la population la volonté de défense.

L'emploi militaire

Pourquoi les femmes s'engagent-elles ? Qu'espèrent-elles, ce faisant ? Les femmes du SMF évoquent par exemple des raisons professionnelles. L'une des participantes à la première école de recrues féminine, qui au civil suit une formation d'infirmière, expliquait : "En ce qui me concerne, il y a aussi des raisons professionnelles. Le SMF me fait progresser et il représente un avantage s'agissant de tâches de direction dans un hôpital" (Basler Zeitung, 8 mars 1986).

On trouve une argumentation semblable chez nombre de féministes américaines, ou chez l'Allemande Alice Schwarzer. Elles voient l'armée comme un moyen d'émancipation et une chance de progression professionnelle. Elles ajoutent que c'est la seule possibilité d'être considérée comme une citoyenne à part entière. La hiérarchie militaire et les politiciens ont rapidement saisi l'utilité d'une telle argumentation. Dès 1975 (Année de la femme), le ministre de la Défense allemand ne parle plus de combler des effectifs lacunaires, mais d'occasion de traitement égal. En Suisse, cela s'exprima, comme d'habitude, plus directement et avec moins de nuances : mêmes droits/mêmes devoirs.

Malgré la crise et le mouvement féministe, il y a aussi des femmes qui s'engagent pour des motifs tenant à leur rôle traditionnel. Elles veulent aider et soigner.

Pas d'émancipation sous l'uniforme

L'expérience témoigne d'une évidence pour les femmes : l'armée n'est pas un moyen pour être traitée sur pied d'égalité et encore moins pour s'émanciper. Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que les femmes s'étaient massivement engagées dans la Défense, les hommes ne leur concédèrent pas pour autant un gramme de droits en plus. Et l'élargissement de l'intégration à l'armée mis en place depuis environ quinze ans n'a eu aucune conséquence directe sur la situation de la femme dans la société. La relation s'établit tout au plus dans l'autre sens : plus les femmes sont traitées d'égale à égal dans une société, plus elles ont tendance à être intégrées au service militaire. Les espoirs en matière de

traitement professionnel égal dans l'armée elle-même se sont révélés tout aussi illusoire. Ni le salaire, ni les possibilités de formation, ni les fonctions ne sont les mêmes. Au niveau social, le bilan est encore pire ! Malgré leur nombre croissant, les femmes sous l'uniforme sont la cible des obscénités et les victimes du harcèlement sexuel de ces messieurs. Une soldate américaine : "Depuis que je suis dans l'armée, je suis vraiment nerveuse et souvent si intimidée que j'ai peur de la plupart des hommes, à part mon mari." (Citée d'après Albrecht-Heide/Bujewski, pp. 106-107.)

L'attitude à l'égard de l'intégration des femmes à l'armée fait controverse non seulement dans les rangs du mouvement des femmes, auprès des femmes elles-mêmes, mais aussi parmi les bourgeois. Chez les cadres de l'armée américaine, confrontés à la revendication de certains milieux féminins de placer des femmes aux postes de combat, les tendances au repli sont manifestes. Et soutenues par le gouvernement Reagan. Les arguments avancés alors mettent en doute l'efficacité des femmes en cas de guerre, tout de même inférieure à celle des hommes, n'est-ce pas ? En réalité, l'aspect prétendument objectif de la remarque cache mal une position des plus réactionnaires, qui ne veut voir de femmes qu'au foyer.



Interfoto

Certains milieux politiques suisses sont également conscients des dangers de l'effacement de cette image conservatrice de la femme. Hormis l'opposition de la gauche et de plusieurs organisations de femmes, dont l'OFRA, ces réticences expliquent la progression précautionneuse de l'intégration des femmes à la Défense. Une autre raison provient, non sans surprise, du côté des patrons, pourtant fidèles piliers de l'institution militaire. Mais comme il s'agit de sous, et même de gros sous... Ruth Meyer, présidente du groupe d'experts "La femme et la Défense générale", mentionne explicitement cette inattendue et forte résistance patronale à ce projet (Tages Anzeiger, 3 juin 1986).

Toute fois, cela n'empêche pas l'idée d'une formation obligatoire de faire son chemin sous de nombreux képis. On peut imaginer un compromis helvétique bien classique, à mi-chemin entre les tâches traditionnelles de la femme et une intégration massive à l'armée. Il ne resterait plus qu'à en convaincre les femmes !

Brigitte Clot

Note :

Les chiffres proviennent de :
- Female Soldiers - Combatants or Noncombatants? Historical and Contemporary Perspectives. Ed. by Nancy L. Goldmann. Westport/London, Greenwood Press, 1982.

- Astrid ALBRECHT-HEIDE/Ute-maria BUJEWSKI, Militärdienst für Frauen? Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1982.

OÙ EN SOMMES-NOUS EN SUISSE ?

Les femmes ont trois types d'intégration possibles, tous trois volontaires :

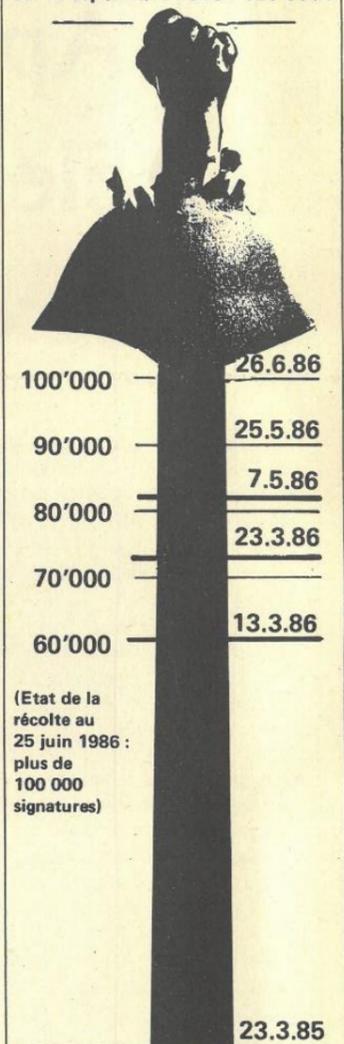
* Le Service de la Croix-Rouge : il regroupe 3500 femmes des professions de la santé, engagées principalement dans les hôpitaux militaires. L'effectif souhaité (par le DMF, évidemment) : 7800. On est loin du compte.

* La Protection civile : effectif souhaité : 100 000 à 120 000 femmes. Intégrées : 20 000 environ, sans que le chiffre soit très sûr, la PC étant du ressort des communes.

* Le Service militaire féminin (ancien SCF) : l'effectif souhaité est de 4000. 3000 femmes y participent. (Données tirées du Tages Anzeiger, 3 juin 1986.)

POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE

Signatures pour une Suisse sans armée au 12 septembre 1986 : 120 000 !



(Etat de la récolte au 25 juin 1986 : plus de 100 000 signatures)

Avec la grosse manif de Gösgen, la récolte commune du PSO et du GSsA (Groupe Suisse sans armée) a permis de dépasser la barre des 100 000 signatures pour l'initiative une Suisse sans armée. Mais il faut encore récolter 15 000 signatures afin de garantir son aboutissement (à cause des signatures non valables).

La prochaine action de récolte a lieu le 1er week-end de juillet. Les GSsA seront présents dans les cantons de Vaud et du Valais. Nous récolterons à Sion, Sierre, Martigny, Aigle, Vevey et Montreux (où se déroule le festival de jazz). Ne pas oublier d'autre part qu'au début juillet commencent les écoles de recrues avec 20 000 nouvelles victimes ! C'est un lieu favorable, devant la caserne au moment de la sortie du samedi, pour glaner quelques signatures.

Si vous désirez prendre part à ces activités, annoncez-vous auprès du secrétariat du GSsA, No de tél. : (01) 242 61 12.

Espagne :

La direction Gonzales du PSOE (Parti socialiste espagnol) ne peut qu'être satisfaite du résultat électoral du 22 juin. Mesuré à l'aune des résultats sociaux de quatre ans de gestion social-démocrate — chômage, inflation, coupures dans les budgets sociaux... —, la perte de 18 députés et d'un million de votes reste modeste. Et le PSOE possède toujours, à lui seul, la majorité absolue au parlement. Le manque d'alternative socio-politique, au-delà du phénomène électoral, fonctionne comme rabatteur de voix pour le PSOE.

Dans le camp bourgeois, la crise de direction politique se confirme. Certes Gonzales travaille pour la bourgeoisie — Cuevas, le patron des patrons le reconnaît —, mais cela ne répond pas à ses besoins de disposer d'un instrument politique propre, à vocation majoritaire.

La Coalition populaire (CP) conduite par Fraga, ministre durant sept ans de Franco, plafonne. Le passé du leader de l'Alliance populaire lui colle aux semelles. Néanmoins, elle reste le deuxième parti dans l'Etat espagnol et va disposer de 105 députés dans ce parlement de 350. Mais la stagnation de ce parti suscitera des tendances centrifuges en son sein, ce qui s'exprime déjà dans la CP.

L'échec le plus flagrant frappe la tentative de former un

Après les élections, la flexibilité

parti centriste à l'échelle nationale, à partir du tremplin catalan. Miguel Roca et son Parti réformiste démocratique, malgré des injections de fric à hautes doses, ne récolte qu'un député... Exception faite, évidemment, de sa formation nationaliste en Catalogne, *Convergencia i Unió*, qui obtient 18 députés. Sacrée question nationale!

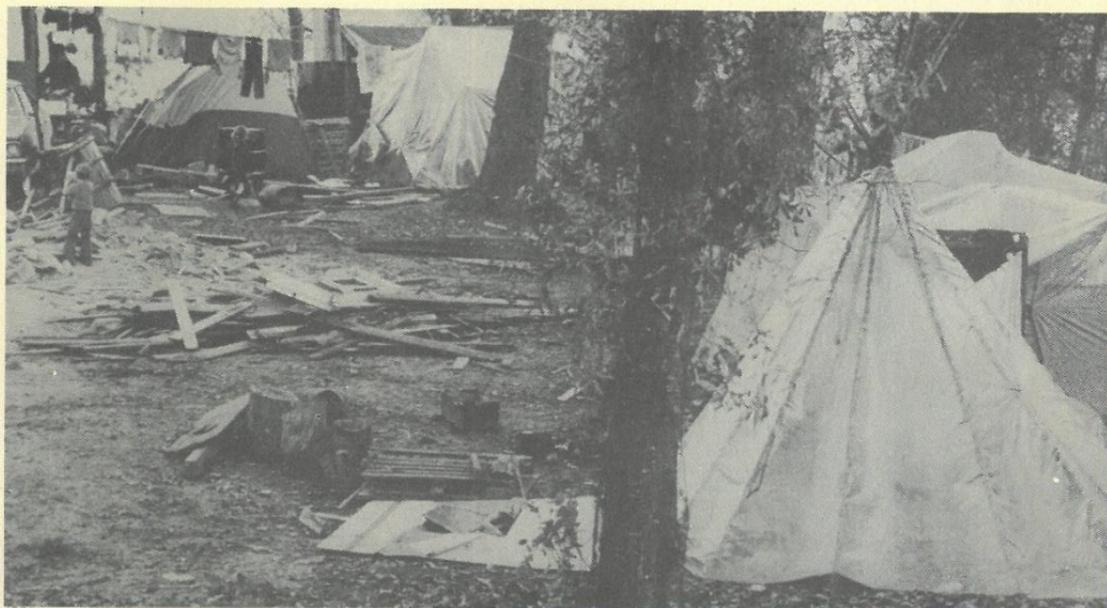
Adolfo Suarez, l'artificier de la transition douce de Franco à ladite démocratie espagnole, a mieux réussi. Son Centre démocratique et social (CDS) passe de 2 à 19 députés. Suarez a conduit sa campagne sur un ton populiste et radical... pour se démarquer du PSOE! Il est évidemment inconcevable qu'une force bourgeoise, comme solution de rechange pour un secteur important des classes dominantes, se forge un tel discours. Suarez va donc vite remballer son discours électoral. Néanmoins, il est apparu comme un atout, en période de crise, pour la bourgeoisie. Le profil d'un "homme de crise" qui pourra toujours être utile.

La liste assemblée par le PCE de Iglesias, *Izquierda Unida (IU)*, est loin d'avoir obtenu les résultats attendus. Elle n'obtient pas les 5 o/o nécessaires pour former un groupe parlementaire, quand bien même elle gagne 3 députés (4 en 1982, 7 en 1986). L'Unité communiste (UC) de Carrillo n'a pas passé la barre. Si les résultats d'IU et UC additionnés indiquent une relance de la "famille communiste", elle est faible. La crise du PCE reste ouverte. IU n'a pu récupérer les voix du mouvement anti-OTAN. A Madrid et Barcelone, IU fait de mauvais résultats. Les voix acquises lors des élections régionales en Andalousie, en partie à cause de son dirigeant charismatique Julio Anguita, IU ne les retrouve pas dans le vote législatif (le PSOE les récupère).

C'est dans le Pays Basque qu'il faut noter l'avance de l'aile radicale du mouvement nationaliste : *Herri Batasuna (HB)*. Celui-ci gagne 5 députés, dont un en Navarre et quelque 230 000 voix. Le parti nationaliste bourgeois, PNV, en fait les frais. HB a su, avec intelligence tactique, prendre l'initiative en proposant des négociations au gouvernement central et donc en apparaissant comme un protagoniste politique sur tous les terrains.

La victoire de Gonzales va lui permettre d'approfondir sa politique de modernisation. Le seuil de la protection sociale sera abaissé, la "journée de travail flexibilisée" et "la liberté d'action des entreprises privées" accrue. Tout ceci pour attirer des investissements étrangers. Un vrai programme socialiste!

A. Dubois



Les "sans-logis" : face de moins en moins cachée du néo-libéralisme. Ici, camp de fortune à Houston (Etats-Unis).

RFA, Angleterre, USA :

LES NOUVEAUX SANS-TOIT

"Pour une grande partie des pauvres les modifications de la conjoncture économique changent peu de choses."¹ Et pour cause. La relance des économies capitalistes ne fait pas baisser le chômage, ou fort peu. Les secteurs paupérisés ou en voie de l'être sont éjectés ou marginalisés sur le marché du travail. Beaucoup d'emplois créés sont précaires (5,3 millions d'emplois à temps partiels ont été "inaugurés" aux Etats-Unis depuis 1982) et mal payés. La politique plus ou moins brutale de destruction du réseau d'assistance sociale élargit les mailles d'un filet de sécurité au travers duquel plus nombreux sont ceux qui passent!

Dans ce contexte, le nombre de "sans-logis", de "sans-toit", de "non-domiciliés" s'accroît, dans plusieurs pays capitalistes développés.

Une étude indique que "ce sont près de 100 000 Allemands dans l'opulente République fédérale qui sont sans toit". Selon Hartwig Drude, président de la Communauté de travail pour les sans-toit : "Le chômage a été pour la plupart le déclencheur de la déchéance." Il prétend qu'un chômeur sur cinq est menacé. Ces sans-toit n'ont rien de commun avec ce que "les badauds considèrent encore trop souvent comme de romantiques clochards."²

L'auteur d'un livre sur les sans-logis aux Etats-Unis décrit la vie du sans-maison comme "une marche forcée vers nulle part". "Pour chaque gars que vous voyez sur une bouche de chauffage à air chaud, il y en a dix que vous ne voyez pas", explique-t-il³. Car, pour survivre comme sans-logis, il ne faut pas se faire remarquer. Pour passer des heures dans une gare, un musée ou boire un café tout un après-midi, il ne faut pas avoir l'apparence d'un sans-toit.

Le sans-toit fait fortune...

En 15 ans, la municipalité du Grand Londres (GLC), unité administrative dissoute aujourd'hui par le gouvernement conservateur, a dû prendre en charge sept fois plus de familles sans logis : 3700 en 1970, 26 115 en 1985. Les communes de Grande-Bretagne estiment que le nombre de familles sans logement a passé de 53 000 en 1978 à 83 000 en 1984. L'hebdomadaire de la City, *The Economist*, considère que "ce chiffre sous-estime le problème. Environ 98 000 familles ont demandé une aide aux municipalités, mais n'ont reçu aucun endroit où vivre."⁴ Et, ici, on ne parle pas des dizaines de milliers de personnes seules sans logis.

Aux Etats-Unis, la *President*

Task Force on Food Assistance (le Groupe d'intervention présidentielle pour l'aide alimentaire) indique qu'actuellement "deux millions de personnes aux Etats-Unis sont considérées comme sans logis, contre moins de 200 000 en 1970."⁵ D'autres sources avancent le chiffre de 3 millions⁶.

Ceux qui composent cette armée de sans-toit ne correspondent pas à l'image souvent diffusée. Une enquête conduite dans l'Etat de l'Ohio par le *National Institute of Mental Health* (Institut national pour la santé mentale) démontre que l'âge moyen des sans-logis était de 34 ans; que 66 o/o étaient des hommes blancs et que 87 o/o avaient eu une fois un emploi. Les sans-logis qui ont été expulsés des hôpitaux psychiatriques, à cause des coupes budgétaires, représentent 18 o/o des 1000 personnes incluses dans l'enquête. Par contre, le Département pour le logement et le développement urbain chiffre à 22 o/o la proportion d'enfants parmi les sans-toit⁷.

Un quart des sans-logis, aux Etats-Unis, travaillent, "mais ne gagnent pas assez pour se payer un logement."⁸ Une fraction très grande sont des chômeurs. A la perte d'emploi s'est ajoutée la diminution ou la liquidation de l'aide sociale, étant donné la politique de l'administration Reagan en la matière.

Parmi les sans-toit, on retrouve des travailleurs/euses qui "transitent" à la recherche d'un emploi. Un mécanisme social apparaît avec clarté : si les salaires minimums chutent (ce qui est le cas, entre autres dans les nouveaux emplois créés dans les services) et si l'assistance sociale diminue, conjointement à la précarité de l'emploi, le revenu pour se payer un logement

devient rapidement insuffisant. On se retrouve vite à la porte d'une situation de "sans-toit".

Le pauvre mobile

Environ 40 o/o des sans-logis, aux Etats-Unis, sont des familles vivant dans les grandes villes⁹. Or, ces agglomérations subissent de plein fouet une vaste réorganisation de l'implantation de l'habitat et une coupe drastique de l'aide fédérale pour les logements pour pauvres. La "revitalisation" des centres des villes implique le remplacement de nombreux logements et hôtels à bon marché par des bureaux. La libéralisation des zones à construire, la spéculation immobilière et la politique libérale de prêts hypothécaires suscitent la liquidation de quartiers où se concentraient des logements pour pauvres, pour "des handicapés, travailleurs/euses ayant des emplois précaires, des pensionnés."¹⁰

Le financement des maisons pour pauvres a été liquidé ces dernières années. Les maisons à "loyers modérés" ne sont plus réparées, ce qui diminue le stock des logements habitables. A New York, 200 000 personnes sont sur des listes d'attente.

Une des explications données par l'administration Reagan pour cette politique est la suivante : il faut stimuler la mobilité des pauvres pour qu'ils se rendent là où il y a du travail! "Ils pensent qu'ils vont rendre les pauvres plus mobiles qu'ils ne l'ont jamais été depuis les années trente."¹¹ Voilà une autre dimension de la flexibilité... Durant l'année fiscale 1986, 860 millions de dollars ont été dépensés pour le logement, le budget de l'armement s'élevait à 286 000 millions de dollars. Reagan pense peut-être envoyer sur orbite les sans-logis.

Udry Ch.-André

1. *New York Times*, 24 juillet 1985.
2. *La Liberté*, 17 décembre 1985.
3. *International Herald Tribune (IHT)*, 29 janvier 1986.
4. *The Economist*, 30 novembre 1985.
5. *Fortune*, 26 mai 1986.
6. *Newsweek*, 16 décembre 1985.
7. *ibid.*
8. *The Economist*, 21 décembre 1985.
9. *Fortune*, 26 mai 1986.
10. *IHT*, 23 mai 1986.
11. *IHT*, 3 juin 1985.



Mussolini signe avec le Vatican les accords de Latran, 11 février 1929.

Un livre de Claude Cantini :

FASCISME ET ÉGLISE

Claude Cantini, infirmier en psychiatrie et passionné d'histoire contemporaine, nous a déjà livré plusieurs études sur le fascisme en Suisse durant l'entre-deux-guerres¹. Il vient de publier un nouveau bouquin intitulé : *L'Eglise nationale vaudoise et le fascisme* (voir encart). Intéressante exploration des méandres de l'Eglise protestante et de ses accointances, pas toujours très catholiques, avec les admirateurs de l'ordre nouveau. Mais voyons d'abord le contexte.

Le pays de Vaud a eu le triste "privilège" de voir la naissance du seul parti offi-

ciellement fasciste. C'est le 17 décembre 1933, à Lausanne, que la Fédération fasciste suisse (FFS) se constitue en présence d'une soixantaine de délégués. Ouvertement et fièrement fasciste puisque, non contente de considérer "Mussolini comme un génie qui a trouvé une quantité de solutions universelles dont nous faisons notre profit (...)", la FFS précise que "les doctrines fascistes se définissent par le rejet des principes du libéralisme traditionnel, par la

condamnation des institutions et des usages de la démocratie parlementaire et par la remise en cause des valeurs de l'individualisme (...)"². Point de doute donc quant au programme! Contrairement aux mouvements frontistes cependant, la FFS aura une existence plutôt éphémère. A la fin de 1936, son échec est patent... Mais deux ans auparavant, au moment de son apogée, la FFS organise 19 fédérations cantonales et une huitantaine de faisceaux. Un total de 4000 membres, dont bien 2000 en Suisse romande.

Comme l'écrira après la guerre un journal alémanique (*Demokrat*): "... la bourgeoisie suisse (n')était (pas) une admiratrice de Fonjallaz (le führer de la FFS); mais en tout cas elle lui était reconnaissante pour son action anti-marxiste, c'est pourquoi d'ailleurs elle ne s'est jamais décidée à agir avec quelque énergie contre les extrémistes de droite à la solde de l'étranger."³ Voilà pour le topo.

La gauche : l'Antéchrist

Pas étonnant dès lors si, au sein des Eglises, de nombreux

prélats virent d'un bon oeil "la lutte contre le communisme et la propagande des sans-Dieu". Dans les milieux protestants, en principe plus attachés au système démocratique, des "sympathies sulfureuses" s'exprimèrent également. Claude Cantini peut ainsi écrire que "dans le canton de Vaud (...) un mouvement d'extrême droite comme la Ligue vaudoise a acquis un droit de cité "naturel" au sein de l'Eglise nationale, s'introduisant dans ses temples et dans ses organismes." (p. 10) L'auteur révèle en effet que sur "la centaine de membres de la Ligue vaudoise des années trente, les pasteurs figurent, hélas, à la bonne place." (p. 12)

De multiples organismes à caractère religieux servirent de courroie de transmission avec la Ligue vaudoise ou d'officine de propagande antigauche : Eglise et Liturgie, fondée en 1930, dont les fidèles "acceptent dans leur vie communautaire un ministère d'autorité" (p. 15); la Ligue pour le Christianisme, créée en 1922, à l'activité exclusivement anticommuniste et qui regroupe, en 1932, plusieurs conseillers d'Etat vaudois (Dubuis, Fazan, Bujard); la Commission Pro Deo, constituée en 1933 par le Russe blanc Ladygenski pour qui "le communisme est (...) pour les Eglises un sujet de méditation et de crainte" (p. 19). Toutes ces "honorables" sociétés trouvent un appui, financier ou "moral", dans l'Eglise nationale vaudoise.

Le "Semeur vaudois"

Cantini passe ensuite à l'analyse du principal organe de presse de l'Eglise nationale, le *Semeur vaudois*. Bien que sa ligne ne soit pas strictement d'extrême droite — les socialistes-religieux feront paraître plusieurs articles — certaines polémiques (ou absence de polémiques) n'en restent pas moins significatives. En 1940 par exemple, l'hebdomadaire protestant écrit à propos de la France: "Nous avons la certitude (...), quoi qu'ils puissent penser de certains actes ou de certaines tendances du gouvernement (de Pétain), que la grande majorité des Protestants français se rallieront loyalement... au grand soldat qui, à un âge avancé, a entrepris une tâche..." (p. 23) Et quelle tâche!

L'Eglise nationale vaudoise et le fascisme (épisodes et prolongements). Claude Cantini, préface de Pierre Aguet, Bibliothèque antifasciste, avril 1986, 63 pages. En vente dans nos locaux.

La question juive sera l'objet d'une polémique révélatrice dans les colonnes du *Semeur vaudois*. Alors qu'un pasteur proposera, par voie de lettre, une action de charité en faveur des réfugiés juifs, il s'attirera, de la part d'un autre pasteur, Charles Clot, une réponse virulente. Signalant que "... les Associations juives des USA ont fait parvenir à Paris la somme de 110 millions de francs français pour la propagande contre l'antisémitisme et l'achat d'influences dans la presse...", le pasteur Clot suggère plutôt une action "en faveur des paysans de chez nous qui, eux, souffrent réellement des désastres causés par la fièvre aphteuse..." (pp. 26 et 27) On est en 1938. Les camps de concentration et les lois antijuives font florès dans le IIIe Reich!

Cette controverse va susciter une série de contributions. Dont celle-ci: "Bien des gens, (...), s'étonnent de voir avec quelle ardeur toutes les Eglises chrétiennes défendent les Juifs. Et pourtant j'ai toujours cru que le judaïsme dans son essence est opposé à tout ce qui fait notre morale chrétienne, est antichrétien." Ou encore: "On fait, à propos de la question juive, du sentimentalisme et de l'humanitarisme, c'est un pasteur qui parle, toucher à ce problème (...) est courageux, car l'infiltration est déjà assez grande, (...)" (pp. 32 et 33).

Certes, plusieurs lettres au *Semeur vaudois* s'indigneront de cet antisémitisme de bas étage. Mais, comme le remarque justement Claude Cantini, la polémique provoquée par le pasteur Clot a permis "de mettre en évidence les vagues racistes qui agitent une partie au moins des 180 pasteurs, membres du corps pastoral officiel vaudois." (p. 33).

P. Girardet

1. *Le fascisme italien à Lausanne, 1920-1943*. Editions CEDIPS Lausanne, juin 1976. *Le colonel fasciste suisse, Arthur Fonjallaz*. Editions Pierre-Marcel Favre, Lausanne, juillet 1983.

2. Cité in *Le colonel fasciste...*, op. cit., p. 105.

3. Cité in *Le colonel fasciste...*, op. cit., p. 148.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

NYON
11e Paléo Festival de Nyon, du 24 au 27 juillet, et le 22 juillet.

ma 22 juillet: *Indochine* (F), *Nina Hagen* (D). je 24, 19h: *Chi Coltrane* (USA), *Véronique Sanson* (F), *Catherine Lara* (F). ve 25, 19h: *Louisiana Red* (USA), *Hubert-Felix Thiéfaine* (F), *Lloyd Cole & the Commotions* (GB). sa 26, 19h: *Raina Rai* (Algérie), *Malavoi* (Caraïbes), *Alpha Blondy* (Côte d'Ivoire). di 27: surprise. Et d'autres groupes sous les chapiteaux. Abonnement pour les quatre jours: Fr. 75.-, ét., appr. Fr. 64.- (par avance); Fr. 80.-, ét., appr. Fr. 70.- (à l'entrée). Chaque concert de Fr. 20.- à Fr. 25.-, selon le jour et les réductions ét., appr. Camping gratuit. (022) 61 01 01. Loc.: Nyon, Grand-Passage et Disques Service; Bienne, Neuch., Lollypop; Lsne, M. & P. Foetisch; Frib., Musiclub; Ge., Grand Passage, Nouvelles Frontières.

LAUSANNE

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes
sa 12 juillet, 21h: Grande nuit de rythmes et de danses *Abeti Show*, chanteuse zairoise. Fr. 25.-.

Cinémathèque Suisse, Casino de Montbenon
du 30 juin au 30 août: 60 films pour l'été. Demandez le programme au Casino (021) 20 93 46.

Patinoire de MALLEY

di 3 août, 21h: **RENAUD**.

Sur la pelouse juste après le bistrot qui suit le camping de VIDY

tous les jours de beau temps du 13 juillet au 10 août, de 10h à 17h: jeux collectifs non violents, drôles et chaleureux. Chacun peut y participer sans inscription préalable. Ballon géant, etc... Rens.: (021) 23 15 16 (matin) et 20 30 68 (après-midi), Linda.

FRIBOURG

Festival du Belluard/Bollwerk' 86, du 27 juin au 19 juillet.

Une trentaine de spectacles (théâtre, musique, danse, vidéo... et mode) dans les fortifications du Belluard. L'entrée pour une journée de festival: Fr. 5.- seulement. Abonnement de Fr. 90.- pour tout le festival. (037) 33 31 48 - 26 22 22. Un aperçu: ve 11 juillet, dès 21h: *la nuit du Capitole* (films, musique, danse...). je 17, 20h30: *First Aid Band* (jazz). ve 18, 20h30: *Dick Annegarn*.

ORBE

21e Quinzaine artistique d'Orbe fin juin - début juillet.

Théâtre, musique, spectacles pour enfants, danse, jazz, exposition. La fête prendra fin le samedi 12 juillet, par une grande soirée grecque.



GENÈVE

Cour de l'Hôtel de Ville

en juillet et août: concerts. Fr. 20.- et Fr. 15.-. Un aperçu: lu 14 juillet, 20h30: *Irène Schweizer/Pierre Favre*. me 16: *Daniel Humair - Michel Portal*. sa 19, di 20: **AMR**.

Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple

du 1er au 30 août: **POUSSIN** à Saint-Gervais. Exposition, du lu au sa de 17h à 23h. *Crèmerie*: glaces, cocktails, lu au sa de 17h à 23h, avec les ve et sa: tango (*Los Cuatros Collegas*). du ve 22 au ve 29 août, 20h30 (relâche lu), Théâtre de Saint-Gervais: *Buddy et Flippo brûlent les planches*, par le Théâtre du Loup, d'après Poussin. 022/ 32 20 60.

Chili :

DERNIÈRES POLITESSES À PINOCHET!



Manif d'étudiants et d'écoliers contre Pinochet à Santiago.

Le 26 avril 1986, un nouveau ragroupement de l'opposition à la dictature de Pinochet se forme : l'Asamblea de la Civilidad. Cette dernière rassemble l'essentiel des forces syndicales (CNT, Comité national paysan, etc.), des associations professionnelles, corporatistes, étudiantes... Donc au sein de l'Asamblea se rencontrent des forces liées à l'Alliance démocratique (AD), structurée autour de la Démocratie chrétienne, et au Mouvement démocratique populaire (MDP), dans lequel le Parti communiste (PC) joue un rôle majeur, à côté d'un secteur du PS et du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire).

En mai, l'opposition a décidé de faire du mois de juin un mois de "désobéissance civile" : boycott de certains produits (dont la publicité sert à financer les programmes "d'information" de trois chaînes télévisées); non-paiement d'impôts, d'intérêts hypothécaires, de droits d'inscriptions à l'université; actions ponctuelles de mobilisation des diverses associations représentées dans l'Asamblea. Ce mois de mobilisation devrait déboucher sur deux jours de paralysie du pays, les 2 et 3 juillet 1986. Il est difficile de mesurer encore l'ampleur et les effets de ces luttes. Cependant, il ne fait pas de doute qu'une nouvelle phase s'est ouverte dans la bataille contre la dictature établie en 1973.

Toujours plus nombreux sont les secteurs sociaux qui engagent le combat contre la dictature. Ainsi, le 20 mars, 17 organisations féministes organisent une journée d'action contre la répression, les disparitions, la torture. Les 15 et 16 avril, c'est la première grève générale des étudiants universitaires. Les écoliers du secondaire se mobilisent de même. C'est contre la population des quartiers pauvres (poblaciones) que, fin avril - début mai, la dictature a porté les coups les plus durs : milliers d'arrestations, maisons saccagées... Elle sait où se trouve une des forces sociales décisives qui la menacent et Pinochet veut faire la démonstration que les forces armées restent son bunker.

Dès 1982, une des fondations du pouvoir de Pinochet révèle de larges failles. En effet, la camarilla pinochetiste a tiré longtemps profit du contrôle qu'elle possédait sur le secteur étatisé de l'économie. Ce secteur représente encore 24 o/o du Produit National Brut (PNB), contre 14 o/o avant l'arrivée d'Allende au pouvoir et 39 o/o lors de son renversement. La rente du cuivre, pendant la période où les prix sont montés et où les quantités produites ont triplé¹, a été utilisée par la fraction au pouvoir pour renforcer sa position socio-économique. L'armée est aussi passée de 55 000 soldats à 101 000. La chute du prix du cuivre va gripper un des mécanismes du pouvoir dictatorial.

Le prix de l'ensemble du néolibéralisme de Pinochet est payé par le peuple. Un tiers des familles chiliennes a un revenu inférieur au minimum vital. Leur nombre s'est multiplié par trois ces dix dernières années. Le revenu moyen par tête d'habitant, selon des sources gouvernementales, est inférieur à celui de 1970.

L'échec complet de la politique économique de Pinochet comme le processus de démembrement de l'économie nourrissent une opposition de fractions des classes dominantes, en partie exclues du festin, comme des "classes moyennes", frappées par la paupérisation. Le bloc social anti-Pinochet s'est donc élargi.

La transition américaine

L'acuité de la crise du pouvoir dictatorial - ce qui n'implique pas son écroulement automatique - se révèle par un simple fait : les rats quittent le navire! Des anciens proches de Pinochet lui font des critiques ouvertes. Une tentative ultime pour se recycler. "La désaffection de fonctionnaires haut placés existe maintenant au Chili", constate un spécialiste américain².

Washington s'essaie à mettre au point une formule pouvant assurer une transition douce vers l'après-Pinochet. Trois acteurs ont des

premiers rôles dans ce scénario : les forces armées (FFAA), qui devraient assurer la continuité en adoptant un profil d'institution et non plus de gouvernement direct; la haute hiérarchie de l'Eglise qui doit faciliter une convergence des forces bourgeoises pour permettre d'établir un rapport de forces politiques très favorable face au PC et autres composantes de la gauche; les partis politiques de la droite. Parmi eux, il y a la Démocratie chrétienne (DC), le Parti national, le Mouvement d'Union nationale - de l'ultra-droitier Andrés Allamand - qui a signé l'Accord national de l'opposition bourgeoise, passé sous l'égide du cardinal Fresno, en août 1985.

Pour les Etats-Unis, la formation d'une coalition de "centre-droite", ayant l'appui de secteurs consistants des forces armées, créerait les conditions pour mettre en place une "transition démocratique". Autrement dit, il faut que ce futur gouvernement provisoire s'engage : à ne pas légaliser (au moins durant une période) le PC et les autres "formations marxistes"; à assurer une amnistie anticipée pour tous les membres des forces armées; à continuer le paiement de la dette extérieure et à ne pas s'engager dans des opérations diplomatiques du type Contadora vers l'Amérique centrale³.

L'unité pour quoi ?

Plus d'un obstacle se dresse sur cette voie royale dessinée dans les bureaux du Département d'Etat américain. Tout d'abord, Pinochet n'est pas obligatoirement prêt à quitter la scène. Il dispose d'une forte base dans l'armée. Il peut encore multiplier les manœuvres vers des secteurs de la droite qui ne voient pas d'un bon œil des élections rapides. Nombreux sont ceux qui préféreraient se mettre d'accord sur un candidat de transition pour le plébiscite présidentiel de 1989, c'est-à-dire dans le cadre de la constitution de 1980.

Cette droite craint beaucoup plus le mouvement populaire que Pinochet. La DC est divisée sur le projet à développer. Les pressions, en son sein, de secteurs du mouvement de masse (syndical, professionnel) auquel elle est liée, expliquent en partie ces différences. Mais la DC a en commun une idée centrale : conclure un accord avec les FFAA et éviter un Nicaragua. Comme le dit le dirigeant

démocrate-chrétien Gabriel Valdés, il faut tout faire pour que Pinochet ne se transforme pas "en Somoza, Batista... car cela s'est terminé en désastres personnels et nationaux."⁴ Si la différence entre Pinochet et Somoza ne nous apparaît pas clairement, par contre celle entre la "transition" voulue par Valdés et celle conduite par le FSLN (Front sandiniste) est limpide!

Dans toutes ces manœuvres, qui réservent encore quelques surprises, existe un point d'accrochage : quelles relations les forces de l'AD doivent-elles établir avec le MDP? L'affaire est complexe. Pour des secteurs de l'AD une exclusion du MDP risque d'aboutir, d'autant plus devant la politique répressive et le blocage de Pinochet, à renforcer l'audience du MDP dans les secteurs populaires. Il apparaîtrait comme la seule force mobilisatrice, unitaire et décidée contre la dictature. En même temps, tout rapprochement ouvre un terrain de contre-attaque pour la droite de l'Asamblea de la Civilidad et suscite des remous dans la DC. En mai, une convergence pratique s'est établie de fait autour de la création du Comité politique de concertation pour la mobilisation (CPCM).

Le PC au carrefour

En même temps, pour le PC se posent deux questions normales dans une telle phase de lutte contre un régime dictatorial où les revendications démocratiques ont une place décisive. Quelle est la nature de l'alliance sociale à forger? Comment faire naître un bloc populaire indépendant des forces sociales bourgeoises? Quelles alliances politiques passer avec les forces qui luttent ou déclarent vouloir en finir avec la dictature? Ces deux alliances ne se superposent pas toujours! Pour l'instant, le PC vise à ne pas être exclu du plus large front contre la dictature. Il cherche donc des accords avec les forces bourgeoises de l'AD, avant tout la DC. D'autre part, il affirme : "Nous nous attachons à notre politique d'alliance sans céder sur nos principes et sur notre mot d'ordre d'insurrection populaire..., insurrection populaire afin d'anéantir le système actuel avec l'aide des masses."⁵

Le PC se trouve sous une

quadruple pression : la politique frontalement répressive de la dictature; l'écho dans de larges secteurs de la jeunesse - où il puise ses forces - de la révolution au Nicaragua et au Salvador; la politique d'exclusive à son égard de fractions importantes de la DC, sans parler des autres forces de droite; son implantation limitée dans des secteurs ouvriers organisés.

Il emmagasine dans sa politique - ce qui peut être gros de contradictions demain, suivant la situation - de très larges alliances et, à la fois, un appui donné au Front populaire Manuel Rodriguez, créé en 1983. Ce front, qui conduit des actions militaires contre la dictature, affirme sa volonté de ne remplacer aucun parti politique, de n'être qu'une force anti-impérialiste. Mais il est évident que son existence - malgré ses limites - comme l'idée de l'autodéfense populaire sous la forme des milices rodriguistes donnent une tonalité à la stratégie de "transition démocratique". Elle diffère de la recherche d'un large front qui, au travers d'une vaste mobilisation pacifique, engagerait la discussion avec les FFAA pour négocier une transition. Cette dernière n'est pourtant pas exclue dans la stratégie traditionnelle du PC. Et, dans le MDP, peut fort bien se profiler l'idée d'une transition par en haut, sous la pression des masses, ce qui rapprocherait le PC d'une option défendue par des socialistes et un secteur de la DC.

Pour l'instant, la question à l'ordre du jour est plus limitée. Comment établir ce vaste front composite d'opposition - l'Asamblea - et préparer effectivement une mobilisation antidictatoriale la plus active possible pour les 2 et 3 juillet? Dans quelle mesure les divergences de perspectives au sein de l'Asamblea peuvent-elles rendre ce ragroupement peu efficace pour l'action? La réponse dépend en partie des rapports de forces politiques sur le terrain et de la poussée des masses. Les 2 et 3 juillet seront un test. Notre solidarité avec le combat du peuple chilien doit se renforcer.

A. Dubois

1. O CAUCE, 12-18 mai 1986 (Chili).
2. International Herald Tribune, 30 mai-1er juin 1986.
3. Latin American Weekly Report, 23 mai 1986.
4. El Pais, 13 février 1986.
5. Que Pasa, 11 décembre 1985.